

# Comprendre pour combattre : salafisme armé, les fondamentaux

## *L'apport de la criminologie à la compréhension du fondamentalisme salafiste*

Farid **BENCHEIKH**

Automne 2016

Docteur en sciences juridiques, spécialité criminologie (Université Paris-II – Panthéon-Assas) et diplômé du Centre des Hautes Etudes du Ministère de l'Intérieur (CHEMI, France), **Farid Bencheikh** est un haut fonctionnaire de la Direction générale de la DGSN, sûreté nationale algérienne, où il occupe et a occupé d'éminentes fonctions :

- Détaché (2001-2003) à l'état-major de l'Armée nationale, ministère de la Défense, Alger,
- Chef du Bureau central national Interpol-Algérie, 2004-2007,
- Directeur des études, chargé du terrorisme et de la criminalité organisée, cabinet DGSN, 2010-2011, etc.

Farid Bencheikh est aussi expert international près l'ONUDC à Vienne, pour la lutte contre le terrorisme ; maître de conférence à la faculté de droit de l'université d'Alger (droit pénal et criminologie) et conférencier associé au DRMCC-Paris II depuis 2004. L'étude qui suit reprend pour l'essentiel son enseignement au DRMCC-Paris II, dans les années 2010-2014.

### Salafisme<sup>1</sup> : endoctriner et radicaliser les masses

La misère sociale ne provoque pas seule la déviance. Comprenant divers facteurs endogènes et exogènes, la *masse criminogène*<sup>2</sup> nécessite un élément condensateur pour dé-

clencher le passage à l'acte. Cet élément, pierre philosophale de toute alchimie du passage à l'acte criminel, provient de prêcheurs qui préparent les formules magiques, à effet anesthésiant sur les masses.

Élément condensateur : des prêcheurs élaborent les formules vouées à anesthésier les

masses. Ces discours d'endoctrinement adoptent un vocabulaire emprunté à la théologie ou à la poésie ; leur style (parfois inventé) est toujours hypnotique. En un sens forgé pour l'occasion, le terme même de *salafia* devient la pseudo-référence des commanditaires de la terreur. Des foules déjà fragiles sont ainsi fascinées par l'appel qui leur offre une collective identité nouvelle, une légitimation et un étendard. Le candidat à l'embrigadement se déclare ainsi « salafiste », pour éviter l'errance identitaire.

Dans la langue arabe, le sens littéral du mot « salaf » est ancêtre, sans connotation spécifique. Ce terme préexiste à l'islam et la tradition musulmane n'y surajoutait nul autre attribut, jusqu'à l'arrivée d'un courant dit « permissif »<sup>3</sup>, qui permet à chacun de passer outre la tradition et les enseignements des quatre écoles juridiques sunnites reconnues comme seules références (*Madhhab* : hanafite, malikite, chaféite, hanbalite). Ces écoles orthodoxes forment ensemble une sorte de Vatican islamique, investi du pouvoir d'interprétation dans les domaines autorisés ; elles prohibent la vulgarisation de notions sensibles pour la survie de la nation l'idjihad<sup>4</sup>, le Jihad<sup>5</sup>, à plus forte raison la notion de Takfir (qualifier un musulman d'apostat).

Les savants musulmans de notoriété mondiale, les plus crédibles, reconnus comme tels par la communauté internationale, comme Averroès (Ibn Roshd), s'interdisent eux-mêmes de telles aventures. Le malheur des musulmans vient de ce que des gens non initiés se sont aventurés dans l'interprétation

des énoncés du Coran. écrivait d'ailleurs Averroès dans son ouvrage intitulé 'L'accord entre la religion et la philosophie'.

Le courant « permissif », lui, bafoue les règles de ces écoles traditionnelles, et requalifie par usage du terme « salaf » la mission de ceux qui sont autorisés à interpréter les énoncés du Coran. Ainsi apparaît une espèce nouvelle de docteurs de la foi qui rabaisse la Prophétie et permet à chacun de devenir jurisconsulte ; poussant ainsi les masses sur la voie du fanatisme.

Fascinant les extrémistes, les écrits et idées d'Ibn Taymyya forment la matrice de l'extrémisme salafiste. Ce théologien médiéval (1263-1328) – se prétendant pourtant de l'école la plus rigoriste, le hanbalisme – est l'inépuisable source des islamistes qui tous le citent à tort et à travers, de Djamel Eddine El Afghani à Oussama Ben Laden ; ce, du début de l'ère réformiste (naissance du wahhabisme au milieu du 18<sup>e</sup> siècle) à nos jours. Ibn Taymyya prônait l'obéissance aux gouvernants sur la base du Coran et de la Sunna, mais attachait une grande importance à leur morale et à leur comportement, seul critère de leur légitimité ; considérations par lesquelles les assassins de Sadate justifieront leur crime.

Ibn Taymyya a toute sa vie innové la pensée islamique, poussant les croyants vers une spiritualité individuelle et désavouant le culte des saints. Exceptionnel dans l'histoire de la pensée islamique, Ibn Taymyya est le premier à s'être opposé aux enseignements

des quatre grandes écoles sunnites précitées. Il fut condamné par des juges appartenant à ces quatre écoles et finit sa vie en prison.

Dans ses nombreux avis sur le djihad, Ibn Taymyya considère notamment les envahisseurs mongols comme des apostats, quoique convertis à l'islam. Les combattre était donc un devoir pour tous les musulmans. La notion de Takfir (apostasie) prend dès lors une acception nouvelle. Oussama ben Laden, Ayman Zawahiri, le Groupe islamique armé algérien et al-Qaida au Maghreb islamique puisent leurs arguments à cette source, pour combattre les Soviétiques, puis les Américains et les Français. Bien qu'utilisée à l'époque contre les seuls Mongols, la notion de Takfir élargie générera ensuite de meurtrières fatwas visant des musulmans et non-musulmans en Algérie, en Egypte et ailleurs.

Certes, le djihad figure dans le corpus doctrinal des écoles sunnites, mais les quatre théologiens Malek Ibn Anas, Ibn Hanbal Ahmed, Chafi-i Ibn Idris et Abou Hanifa Annumaan<sup>6</sup> l'abordent prudemment, sans désigner qui est qualifié pour l'autoriser. Se référant aux Croisades, ces quatre écoles se bornent à évoquer le partage du butin de guerre, la dîme due par les non-musulmans vivant en terre d'islam et la protection des enfants, vieillards et femmes de l'ennemi, durant la guerre. En tout cas, ces théologiens jugent le djihad licite lors de guerres déclarées par ou contre les ennemis. Renvoyant explicitement à la notion de légitime défense, un djihad visant des communautés passives – à plus forte rai-

son, musulmanes – est pour eux clairement inconcevable.

Jusqu'à Ibn Taymyya, interpréter les textes sacrés était interdit, ou réservé à une élite limitée à des domaines précis. La plupart des philosophes musulmans approuvait cette exigence et n'osait braver ces interdits, en particulier le sens ésotérique du texte. Cependant, des courants philosophiques, Moutazila, Achaarite, moutakalimounes, celui d'Ibn Roshd (Averroès), s'opposent sur la nature des textes à interpréter, leurs sens ésotérique et exotérique, et sur les interprétations à divulguer au profane. On estime alors hérétique et infidèle celui qui, quel que soit son instruction ou rang social, ose interpréter les Versets relatifs à certaines questions sensibles, et divulguer aux profanes le sens de leurs interprétations.

Il faut attendre cinq siècles pour qu'Ibn Taymyya soit ressuscité par les «réformistes»<sup>7</sup> wahhabites qui osent comme lui franchir le seuil du temple jadis interdit ; cinq siècles pour que les quatre écoles soient accusées de traditionalisme et d'anachronisme par rapport à l'évolution et aux métamorphoses des sociétés, et d'abord de la nation musulmane (Oumma islamia).

### **«Réformisme» : terme anodin, outil diabolique**

Ainsi certains «réformistes», prétendus juriconsultes de la foi, s'octroient-ils le rôle de

commanditaires ; leurs enseignements et messages constituant les justificatifs de la terreur. Notons d'abord que le rôle de commanditaire diffère de celui de meneur, chef de guerre actif sur le terrain. Les premiers restent en revanche dans leurs tours d'ivoire, d'où ils promulguent des verdicts ou énoncés qui, par effet de suggestion, tournent à la condamnation. Aguerri mais souvent inculte, le meneur utilise ces édits sur le terrain, pour asseoir ses diktats ; il reprend les discours de commanditaires s'exprimant à distance. Souvent, le sens de ces discours échappe au meneur, mais ils n'en contiennent pas moins des formules capables d'enflammer l'agressivité.

10

La foule n'entend que les sentiments excessifs : qui veut la séduire doit user d'affirmations violentes. L'art de parler aux foules exige ainsi des aptitudes spéciales<sup>b</sup> : « La création des légendes qui circulent aisément parmi des foules n'est pas seulement le résultat d'une crédulité complète, mais encore des déformations prodigieuses que subissent les événements dans l'imagination d'individus assemblés. La foule pense par image », affirme Gustave Le Bon.

Le courant «réformiste» comptant les juriconsultes les plus activistes est le Wahhabisme. Dans l'histoire, il est le premier à avoir apprécié l'audace d'Ibn Taymyya, qui est l'une des sources majeures de Mohammed Ibn Abdel Wahhab (1703-1791), théologien dont l'alliance avec les Saoud suscite l'Arabie Saoudite en 1924. Promulguant un islam purgé (d'après eux) des disputes des quatre

écoles, les wahhabites professent un retour à l'Islam authentique grâce à l'idjtihad. Réfutant les interprétations récentes, les Wahhabites adoptent le salafisme : le retour aux ancêtres. Ce courant reproche aussi aux quatre écoles d'aborder les seules interprétations juridiques et d'avoir séculièrement évité le domaine social et politique. Ainsi apparaît en Arabie saoudite un clergé officiel de lettrés wahhabites ; la tribu d'Al Saoud étant, elle, d'essence guerrière.

Dans le reste du monde arabo-musulman la réforme débute au 19<sup>e</sup> siècle par Djamel El dine El Afghani (1838-1897) et continue par ses successeurs, l'égyptien Mohammed Abdou (1849-1905) et le syrien Rachid Redha (1865-1935). Dénonçant l'islam médiéval, El Afghani prône la « nahdha », l'éveil, un islam rationaliste et dynamique ; aux quatre écoles, il préfère la liberté d'interprétation – dont certains domaines resteront interdits à tout idjtihad. Il appelle aussi à lutter contre le colonisateur ayant, selon lui, contaminé les gouvernants des pays musulmans. Le premier, Redha appelle à créer un parti islamiste. A son époque, la chute du califat turc l'incite par exemple à prôner sa restauration.

La première association des Frères musulmans est créée en 1928 par le «réformiste» (et grand-père maternel du prédicateur Tarik Ramadan) Hassan El Banna assassiné en février 1949, sans doute par le pouvoir égyptien, du fait de son activisme. En Egypte les «Frères» reprochent sans cesse au pouvoir de trahir l'Islam ; selon eux, la libération du pays et la nationalisation du canal du Suez

sont dus aux islamistes, les assauts ayant été lancés au cri «d'Allah ou Akbar», Dieu est grand, non pas au nom de la patrie.

Aujourd'hui encore, les islamistes avancent les mêmes arguments. Le 11 novembre 2003, Abassi Madani, leader du FIS<sup>9</sup> dissous, parle de même dans l'émission «Sans frontières» de la chaîne El Djazira, qualifiant le pouvoir algérien de successeurs des colonisateurs. Peu auparavant, même discours de l'islamiste saoudien Taki El Dine El Aouadji. Sur la même chaîne de télévision, il qualifie de clergé officiel les religieux Wahhabites et accuse le pouvoir saoudien de s'allier avec les Américains contre la nation arabe.

Les premiers réformistes ne prônent pas tous la violence pour édifier l'Etat islamique. Certains préfèrent l'entrisme par le haut, le noyautage des institutions de l'Etat, comme El Mawdoudi en Inde et au Pakistan et Hassan Tourabi au Soudan ; de même, pour les wahhabites en Arabie Saoudite, la plupart des frères musulmans d'Egypte et la mouvance de Saïd Hawa en Syrie. Cette tendance aspire en fait à noyauter le pouvoir, l'islamisation devant pour eux débiter par le haut. Participants à des gouvernements et élections, ou plaçant ses cadres au sommet de l'Etat, cette tendance «entrisme» œuvre à long terme pour édifier l'Etat islamique. Le Djihad islamique de Zawahiri, les séides de Sayyid Qotb et du GIA critiquent, voire condamnent, cette tendance «entrisme».

Les brutales répressions des débuts de l'histoire islamiste; les condamnations, exécutions

ou assassinat des meneurs extrémistes en Egypte comme Sayyid Qotb et Hassan El Banna ; les événements de Hama en janvier 1982<sup>10</sup> en Syrie, ont cependant poussé ces entrismes-islamistes à la prudence. Toutefois, les organisations «Fréristes» liées à la Djamaa Islamia de Mawdoudi et aux wahhabites, pratiquent un énergique prosélytisme quand l'occasion leur est offerte. Ces pratiques, dont les expéditions punissant les «comportements déviants» des croyants, usage d'alcool, prostitution, homosexualité, etc., sont souvent justifiées par la *Dâawa Ila El Sahwa*, la prédication et appel à l'éveil, pour protéger les valeurs de l'Islam. En Arabie Saoudite comme en Algérie, des milices ou forces de l'ordre parallèles ont été organisées à cet effet. En Arabe, on nomme *moutataouines* les volontaires de cette «police parallèle».

Soulignons qu'à ce stade, au moins pour les prétendus modérés, la notion de *Takfir*, qualifier quelqu'un d'apostat, n'englobe pas encore les gouvernants. Si l'écart de conduite – des croyants comme des gouvernants – est souvent signalé, on ne parle pas encore d'apostasie ou de mécréance généralisée, concepts jadis réservés au colonisateur. Ainsi conçu, le «réformisme» prend d'usage ses arguments politiques dans la vie quotidienne. La laïcisation qui, notamment en Turquie, provoqua la disparition du Califat, a poussé les islamistes à axer ainsi leur propagande.

A cela s'ajoutent des arguments «fréristes» selon lesquels le socialisme et le communisme ont envahi la terre de l'islam et que les gouvernants post-indépendance ont été corrom-

pus par les idées coloniales<sup>11</sup>. Selon ces «réformistes», la *Ouma Islamia* a ainsi replongé dans la situation des arabes d'avant l'Islam, la *Djahilia*, (ignorance et perversion des mœurs). La réislamisation de la terre d'Islam s'impose ainsi aux vrais musulmans. Voilà ce qui justifie un Islam politisé qui réfute tout traditionalisme et ouvre à tous la porte à l'Idjtihad.

Selon ces intégristes, la société islamique se définit d'abord par la nature de son pouvoir politique. Ainsi, malgré les différences, un continuum existe bel et bien entre entristes se disant pacifistes, et radicaux prônant la violence et refusant tout dialogue. La société des Frères musulmans fut ainsi la matrice de dizaines d'organisations, dont les plus extrêmes ont épousé l'intégrisme de Sayyid Qotb. Cette matrice a aussi généré les groupes fanatiques tel « El Hidjra Oua Takfir » (exil et excommunication) et « la secte victorieuse » du GIA. Les points communs entre ces diverses entités sont :

- l'instauration d'un Etat Islamique sans frontières nationales,
- une «*décléricalisation*» autorisant chacun à s'inspirer de la vie et des pratiques des pieux ancêtres (salaf) ayant vécu l'Islam pur des origines. Ce, en faisant fi des enseignements des quatre écoles traditionnelles, taxées d'immobilisme et d'anachronisme,
- le manichéisme : pour tous ces islamistes, la seule vérité existante est en fait celle qu'ils prônent. Toute autre variante n'est qu'hérésie.

Toutefois, ces idéologues islamistes modernes ou contemporains sont loin d'avoir la

science et la classe les maîtres des écoles philosophiques musulmanes, surtout médiévaux, Ibn Roshd, Ibn Sina, (Avicenne pour les Latins), Ibn Badja, (Avempace des Latins), Ibn Tofayl, (Abubaker des Latins) et El Farabi. Pour ces deux premiers philosophes le recours à la philosophie hellénique se justifie par l'enseignement du Coran<sup>12</sup>. Ils sont les maîtres incontestés d'une pensée islamique rationaliste qui, en son temps, influença les pensées européenne et juive<sup>13</sup>.

## Terreur, psychologie individuelle et collective

### *Aspects cliniques*

Le sentiment d'injustice, de culpabilité, la soif d'appartenance à une entité, la victimisation de la société, marquent puissamment les âmes extrémistes ; poussent à s'enrôler, puis à passer à l'acte, des naïfs se croyant investis d'une mission divine. L'appât le plus fréquent pour convaincre la bombe humaine pétrie de culpabilité, est d'absoudre ses péchés majeurs par adhésion à la cause extrémiste, pour jouir enfin du statut de martyr. Bien sûr, exhumer des traumatismes et expériences douloureuses, les transposer à des situations actuelles : tout cela aide au défoulement et pousse clairement à l'acte ; un « *acting aout* », diraient certains spécialistes. Par transposition, des schémas de la psychologie du passage à l'acte individuel agissent ainsi sur le collectif.

Comprenant que la psychologie collective n'est qu'une somme des psychologies indivi-

duelles, les prêcheurs de la mort collectent ainsi des éléments doctrinaux fédérateurs. Fondée sur une terminologie biaisée, leur érudition emprunte tantôt à la théologie ou à la politique, tantôt à un imaginaire qui promet le paradis aux « âmes criminelles », pour citer un pionnier de la criminologie<sup>14</sup>. Une métapsychologie céleste compense la misère psychologique terrestre. Selon le procédé psychologique individuel où le retour d'une personne à sa tendre enfance réanime de douloureuses expériences refoulées, la psychologie du passage à l'acte collectif procède de même, par retour en arrière et régression atavique.

Criminaliser la cible (par exemple, le pouvoir politique en place) nécessite ainsi des discours virulents et calomnieux, bardés de références visant à les crédibiliser. L'objectif est de transformer la nature de cette cible, pour la faire haïr des fanatiques en puissance, en une forme de pulsion de mort. L'image du souverain, auquel sa puissance confère les symboles de l'autorité, de la paternité : force, légitimité, omniprésence, providence, est souvent visée par ce procédé diabolique. Directement ou non, chacun de ces symboles touche chaque personne, ses motivations individuelles et à son histoire. Toucher à ces symboles peut ainsi massivement déclencher des potentialités agressives.

Incriminer la cible choisie commence par des discours, à l'étymologie spécifique. Le terme tyran (ou souverain despote), *taghout* en arabe devient ainsi le moyen par excellence d'incriminer le souverain de mécréance, avec pour

l'accompagner, tout un cortège de représentations fantasmagoriques. La propagande islamiste élargit ensuite ce concept à l'injustice, à l'exploitation des peuples, à l'iniquité et à la terreur, ce qui suscite angoisse et frustration collectives. L'état psychologique qui en découle et s'impose alors à l'esprit, est une brûlante envie de se venger d'un souverain ayant trahi le peuple et le contrat social.

Or ces sentiments de trahison et de vengeance renvoient à la structure psychique archaïque de l'enfant, à ses complexes et conflits psychiques. Elevé au rang d'exploit héroïque, l'acte criminel sacralisé vient détruire l'image du souverain. L'omniprésence narcissique du moi-tout est ici présente, refusant toute autre souveraineté. Projets criminels, l'incrimination progressive des cibles évolue et change dans le temps et l'espace, la rage dévastatrice du terroriste frappant ses cibles chaque fois que celles-ci contrent l'avancée de la pulsion destructrice.

Selon les prêcheurs de la mort, le concept de « taghout » englobe tous les commis de l'Etat, leurs proches et subordonnés – tous ceux qui rejettent les revendications des terroristes. Lisons un document adressé par le Groupe islamique armé à tous les terroristes, lors de l'annonce des mesures de clémence par le président de la République algérienne. Pour le GIA, le terme Taghout désigne :

- 1- Le diable prêchant la soumission et l'obéissance à l'Etat,
- 2- Le gouvernant injuste qui désobéit aux verdicts divins, comme ceux ayant élaboré la constitution contraire à l'Islam,

- 3- Ceux qui prétendent connaître l'au-delà,
- 4- Ceux qui substituent sciemment des personnes à Dieu.

Le terme désigne ensuite tous ceux qui refusent l'autorité des terroristes. Le même texte exige des criminels voulant adhérer aux groupes terroristes qu'ils considèrent la violence, qu'ils nomment « Djihad », comme seule voie vers l'Etat islamique ; qu'ils jurent obéissance au chef terroriste « Émir » ; qu'ils évitent de se montrer curieux.

Cette incrimination s'étend ensuite pour finalement englober toute la société « mécréante et impie ». Comme déjà vu, ce mécanisme agit chez l'individu et dans le groupe, encore renforcé dans ce dernier par la puissance que confèrent l'anonymat et l'impunité. il sert à légitimer la violence aveugle et à déchaîner des pulsions agressives, jadis contenues par la censure psychologique interne, représentant psychique de la conscience collective.

Passer à l'acte criminel : cette décision doit être mûrie ; elle traverse des étapes. Elle aborde d'abord furtivement l'esprit du sujet, sous l'effet de soudaines pulsions agressives. Ces élans sont brefs, soumis à la censure immédiate de la conscience morale. Encouragées par des discours incriminants et provocateurs, les pensées agressives accèdent ensuite à la conscience. Un dialogue s'établit entre celle-ci, prisonnière de l'ambiance du moment, et les revendications pulsionnelles – ce qu'on appelle l'acquiescement mitigé<sup>15</sup>.

L'hésitation gagne ainsi une conscience sans cesse soumise aux discours visant à anesthésier le mécanisme de censure et libérer le déchaînement des pulsions agressives. Le consentement à la violence mûrit ainsi dans une conscience à demi-paralysée. L'idée du passage à l'acte émerge. Quand ce seuil est franchi, la violence est libérée. De même, pour les groupes qui évaluent la légitimité de leur engagement pour finalement passer à l'acte criminel. Lors des discussions, divers arguments sont avancés, mais finissent tous par légitimer la violence.

Des prosélytes supposés « pacifistes », jusqu'aux extrémistes prônant l'exil et l'expiation, l'idée de violence évolue sans cesse jusqu'à l'adhésion finale et totale au terrorisme. Les diverses fractions terroristes ne représentent en fait que les successives étapes du processus de maturation de l'idée criminelle. Toutes ces tendances veulent soumettre les autres à leurs édits, d'abord pacifiquement, puis par intimidation ; enfin, par la cruauté et la terreur. Au début du communiqué cité plus haut, un Verset coranique (sans référence) pousse à la violence sadique. Il dit : « combattez les, Dieu les torturera par vos mains ». Le mot torture agit ici comme un déclencheur sur les pulsions sadiques originaires, on le verra plus loin.

### ***Le tyrannicide, actualité d'un concept***

Les écrits sur le tyrannicide de maints auteurs antiques et médiévaux ont inspiré la pensée terroriste du XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : ces



logiques anciennes illustrent ainsi fréquemment les discours des terroristes algériens, parmi des Versets Coraniques tirés de leur contexte original. Visant à l'origine le tyran, la rage meurtrière des terroristes algériens s'élargit ensuite à tous ceux qui rejettent leur fanatisme, commis de l'Etat puis société mécréante entière. L'égorgeant, la mutilation et la torture visent aussi les familles des employés de l'Etat.

Pour tout terroriste, incriminer la cible a pour fonction psychologique précise d'oblitérer la conscience morale. Un clivage doit s'opérer dans la conscience, pour bloquer le mécanisme psychique actionnant la morale et l'éthique, censés assurer un comportement respectable dans une société civilisée. Aux antipodes des normes sociales usuelles, de nouvelles «valeurs» envahissent ainsi l'esprit du criminel potentiel. Elles le poussent à sacraliser l'acte criminel ; à légitimer l'anéantissement de la victime. Toute idéologie terroriste entreprend donc d'incriminer sa cible et de culpabiliser la société entière, pour y purger l'effet de leur représentant psychique, le sur-moi. Ces manœuvres permettent aux terroristes de s'arroger le droit de promulguer de nouvelles normes morales et d'énoncer des règles régissant ceux qu'ils soumettent. En quelque sorte, reformuler le contrat social dont les gouvernants (disent les terroristes) bafouent les clauses.

Propre à la psychologie collective, ce phénomène touche aussi la psychologie individuelle. Lors du développement de sa personnalité, l'individu en quête d'une iden-

tité propre tente de façonner sa personnalité à l'image d'un modèle idéal choisi dans son entourage, souvent le père, mais pas toujours. Celui-ci peut être remplacé par un père symbolique, en cas d'absence du père réel ou d'une image défaillante dans l'esprit de l'enfant. De par son pouvoir symbolique, le maître d'école figure aussi dans l'imaginaire de l'enfant. Par la suite, selon les rencontres, d'autres idéaux enrichiront l'univers relationnel du sujet.

Si l'éventail est limité, le choix sera cependant réduit, voire forcé : des incidences psychologiques pouvant sérieusement nuire au développement et à l'orientation du sujet. La défaillance de l'image idéale élue comme modèle, engendre ainsi la déception, le manque de confiance en l'Autre, comme symbole de l'autorité détentrice des valeurs sociales et des normes éthiques<sup>16</sup>. Dans ce cas, le repère d'identification peut se déplacer et se fixer sur une autre personne, supposée pouvoir promulguer et dicter des normes et valeurs adaptées à la structure psychique du sujet en proie à l'angoisse et au stress.

Cependant, le clivage s'opérant dans la conscience provoque une rupture dans l'imaginaire à l'endroit représentant l'idéal du moi, qui éclate alors en deux. Le premier abritera les pulsions agressives et sadiques, le second jouira de l'investissement réorienté de la pulsion de vie et ses représentants psychiques : amour, considération, idéalisation, respect et vénération. Devant au départ investir, au plan imaginaire, le seul objet idéalisé de façon ambivalente, ces deux sortes de

pulsions sont dissociées et orientées chacune vers deux objets différents, portant chacun des caractéristiques similaires à la première personne idéalisée, qui réunissait en elle ces attributs hétérogènes.

Portant l'idée de l'autorité elle-même, le représentant symbolique du père (ou autre sujet idéalisé), le gouvernement et ses représentants, forme la partie clivée de l'image initiale du père, par l'effet d'un travail psychologique d'incrimination et de culpabilisation. En même temps, la partie aimée adhère à l'idée de la nouvelle justice, instaurée par les commanditaires, qui se placent par suggestion à l'endroit de l'idéal du moi, position symbolique renforcée par des discours adaptés. Mauvaise éducation, conflits psychiques latents : certains individus se livrent aveuglément aux prêcheurs incultes qui disent enseigner la foi et détenir la vérité – quoique souvent atteints eux-mêmes d'hallucinations et de névroses. Car même si la psychologie de certains «docteurs de la foi» est pathologique ; leur influence reste décisive.

La soumission aux meneurs relève uniquement de l'identification morbide à la conscience morale inhérente au psychisme de l'enfant. A cet effet, l'image de ces «docteurs» habités par leurs propres conflits internes renvoie à une certaine image tyrannique du père, remplacée par ce symbole de l'autorité qu'est l'Etat. Mais pour que s'opère cette transposition, d'autres facteurs sociopolitiques et économiques doivent venir à l'appui. Lorsque l'extrémisme prévaut, les

enfants subissent un sur-moi toujours tyrannique et accusateur. Dans ce système éducatif, les prédispositions naturelles de l'humain sont privées de toute dimension affective et intellectuelle. Dieu est mêlé à tout et son omniprésence au quotidien ne laisse aucune chance à l'esprit de l'enfant de se développer dans une logique d'interrogation curieuse.

La superstition et les fantasmes prévalent et s'imposent en toute impunité, puisque la référence à Dieu et sa volonté implacable, bloque toute interrogation, passées certaines limites. Il suffit d'invoquer la volonté de Dieu pour déclencher interprétation erronée et délires, en une logique de toute-puissance d'un moi narcissique, prêt à invoquer toutes les divinités. L'objectif final étant ici de faire prévaloir une jouissance narcissique ainsi instituée en première divinité. Toutefois, l'absence symbolique des parents est vécue avec indifférence par les enfants livrés à eux-mêmes et aux « blocs d'interdits ». Toute tentative d'explication, toute interrogation audacieuse est ici considérée comme un blasphème. De telles conditions psychologiques et sociales prédisposent l'enfant à la délinquance et à la suggestibilité malsaine.<sup>17</sup>

## Meneurs et concept de « condensation »

*« Un comportement collectif ne peut être entièrement compris que par référence, dans l'espace et dans le temps, à son origine sociale, mais les grandes orientations des activités de groupe ou de masse*

*ne sauraient dévoiler leurs mystères, si l'on exclut de leur étude l'influence et les rôles des agissements individuels, ceux des chefs comme ceux de la masse »<sup>18</sup>.*

Constituée de facteurs endogènes et exogènes, la masse criminogène n'agit sur les âmes crédules, ne les transforme en machines meurtrières, sans une cruciale précipitation ou condensation (au sens chimique). De fait, ne devient pas forcément criminel qui souffre de la faim ou de problèmes psychologiques ou relationnels. A lui seul, le proverbe : « ventre affamé, oreilles sourdes » n'explique pas le passage à l'acte. La masse criminogène se heurte à tout moment à de prophylactiques barrières socioculturelles ; ce qu'on appelle « conscience morale » peut à tout instant s'éveiller, du fait de *stimuli* internes ou externes. Toutefois, si la condensation des facteurs criminogènes progresse bien, seul manque l'élément déclencheur qui créera la bombe humaine. Pour ce faire, les discours des prêcheurs de la mort doivent susciter un puissant anesthésiant. Le rôle de ces meneurs est ainsi prépondérant.

### ***L'anesthésique nommé «takfir»***

Instituteur égyptien né en 1906 et exécuté en 1966, Sayyd Qotb a appliqué à la terre d'islam la notion de Takfir<sup>19</sup>, énoncée par Ibn Taymyya à propos des Mongols. Car, selon Qotb, la société musulmane se retrouve au XX<sup>e</sup> siècle dans la situation des Arabes de la *Djahilia* (période l'ignorance, avant l'avènement de l'Islam). Rejetant tout compromis avec le pouvoir, Qotb prône la violence

comme seule voie d'accès à l'Etat Islamique. Ensuite, la notion de Takfir s'élargit jusqu'à englober les commis de l'Etat et les Oulémas rejetant l'intégrisme. Le Djihad devient ainsi un devoir pour tout musulman.

Qotb, qui appréciait Hassan El Banna, fondateur des frères musulmans, reprend ses idées en les radicalisant. Pour justifier sa doctrine innovante et condamner l'immobilisme des traditionalistes, il use également de la notion de «Fiqh Haraqi» (jurisprudence dynamique) forgée par son prédécesseur El Afghani. Sayyd Qotb devient ainsi la figure emblématique de l'intégrisme, cité par les terroristes de tous les pays touchés par l'islamisme. Ses idées libèrent les potentialités criminelles menant au passage à l'acte. Trilogie hautement criminogène, le djihad autorisé par le takfir, que l'idjtihad a généré, deviennent les outils cardinaux du terrorisme islamiste.

C'est en Egypte que les idées déjà radicales de Qotb vont à l'extrême, et de là, gagnent d'autres pays. Des partis ou groupes politiques extrémistes prolifèrent, les uns clandestins, d'autres légalement. Parmi eux, celui du jeune ingénieur Mustapha Choukri, la Société musulmane (*Jama'a islamiyya*), qui prône *El Hidjra Wa El Takfir* (Exil et excommunication). La méthode de Choukri consiste à prendre le maquis, comme le Prophète et ses compagnons fuyant leurs ennemis de Koreich, et à maudire une société mécréante, pour Choukri retombée dans la 'Djahilia' et devant donc être combattue par l'épée. En

Algérie, le GIA englobera des éléments de cette secte.

En Egypte toujours, l'électricien Abdelsalam Farag fonde une virulente et sectaire «organisation du djihad». Le 6 octobre 1981, Farag fait assassiner le président Sadate, jugé traître pour avoir dialogué avec les Juifs. D'autres dirigeants égyptiens tombent ensuite sous les coups des Takfiris, ainsi que des étrangers (attentat de Louxor). Suite à ces actions terroristes, nombre de ces islamistes sont arrêtés en Egypte, d'autres gagnent les maquis ou fuient le pays. Sortant de prison, ces incarcérés rejoignent les exilés, comme Ayman Zawahiri, devenu l'adjoint d'Oussama Ben Laden.

Autre couveuse du salafisme : l'Arabie Saoudite, où les Frères musulmans et autres islamistes s'insurgent contre les religieux officiels Wahhabites et accusent la famille royale de trafics et pillage des biens du peuple. A la fin des années 70, le groupe de Jouhaimine Al Outaïbi, proche des Frères musulmans, accuse les Saoud de corruption et finit par investir la grande mosquée de la Mecque avec une centaine d'hommes armés, appelant au djihad contre le pouvoir injuste. Encerclé, bientôt éliminé, Outaïbi accuse les Saoud de collusion avec l'Occident mécréant, aux dépens de l'Islam.

Aujourd'hui encore, la révolte d'Outaïbi suscite de la nostalgie en Arabie saoudite, où des opposants islamistes lancent parfois des attaques similaires, pour les mêmes motifs : le pouvoir brade aux Américains des terres

d'islam, d'où ils frappent d'autres musulmans ; les religieux officiels saoudiens supposés «wahhabites» sont des traîtres, etc.

La Syrie n'échappe pas aux entreprises des émules de Sayyd Qotb. Ainsi, la dureté répressive des autorités syriennes lors les événements de Hama (ci-dessus évoqués) n'était pas sans motifs. Durant les années 60 et 70 en effet, nombre d'actions islamistes ébranlent le régime. Dirigé par Marwane Hadid<sup>20</sup>, ingénieur agronome et propriétaire terrien, *El Taliâ El Moukatila*, (l'avant garde combattante) multiplie les attentats à l'explosif contre des personnalités du régime.

Au plan idéologique, El Mawdoudi (sous-continent indien), et d'autres religieux, notamment saoudiens, légitiment la guerre sainte en terre afghane. Le *Djamat Islamia* (groupe islamique) de Mawdoudi mobilise les volontaires pour combattre en Afghanistan. Côté logistique et organisation, l'apport de l'héritier milliardaire saoudien Oussama Ben Laden, secondé par Zawahiri et Abdallah Azzam fut inestimable pour organiser les Moudjahidine arabes. Oussama Ben Laden finit par créer sa propre organisation en Afghanistan vers 1988 : il l'appelle El Qaida (La base).

Quand Abdallah Azzam meurt avec deux de ses fils dans l'explosion d'un véhicule piégé en 1989, l'autorité religieuse des combattants en Afghanistan s'émiette et s'amorce alors une radicalisation Salafiste. Jadis unis par la cause commune, des groupes en fait animés par un idéal propre, préexistant à la guerre,

s'autoproclament détenteurs de la légitimité religieuse. Formé surtout d'algériens et libyens, le groupe *El Hidjra Wa takfir* (exil et excommunication) s'implante chez les «Afghans» arabes. Ce qui provoque bien sûr une avalanche de fatwas et de contre-fatwas, visant les autorités pakistanaises ou afghanes.

### ***Invasions de pays musulmans et sentiment d'injustice***

Vision géopolitique confuse... perte de capacité de discriminer entre amis et ennemis... C'est l'époque où El Qaida collabore bel et bien avec les Américains contre les Soviétiques. Certains affirment même que ce monstre sort des entrailles des services secrets américains. Mais surtout, ces équipées alimentent un sentiment d'injustice dans les pays envahis ou dominés. Des guerres d'Afghanistan, d'Irak et de Syrie à l'interminable conflit de Palestine, ce sentiment d'injustice légitime une violence conçue comme légitime défense, les invasions étrangères de pays arabo-musulmans ne formant plus qu'une seule et unique agression visant la nation musulmane.

Des extrémistes prétextent alors de ces événements pour s'affirmer sur la scène nationale et internationale, en soi-disant défenseurs de la «Oumma». Les campagnes d'embrigadement se multiplient, usant de tous moyens de communication et de propagande. Bientôt, la violence visant à l'origine l'agresseur étranger se retourne contre les Etats musulmans impliqués. Là est le piège : la guerre en Afghanistan va recevoir l'appui massif des pays musul-

mans. Les querelles et guerres intestines entre ces pays cessent alors pour la durée de la guerre contre l'ennemi communiste.

Mais la condamnation unanime de l'invasion soviétique suscite l'émergence d'une nébuleuse de combattants de tous pays et obédiences. Longtemps épargné par le terrorisme, L'Afghanistan devient ainsi la plate-forme, le condensateur, des guérillas antisoviétiques. Là s'initie le terrorisme commis par ces moudjahidine, une fois rentrés chez eux. Car cette guerre est une aubaine pour ces islamistes, qui peuvent enfin clamer une propagande jadis réprimée par les autorités de leurs pays d'origine.

Si le réformisme constitue la matrice idéologique du salafisme, la guerre d'Afghanistan sera la pourvoyeuse de combattants aguerris. Elle mobilise les forces et potentialités des entités voulant passer à l'acte. Cette guerre permet aussi à chaque croyant de tester sa foi et son sens du sacrifice : les portes du paradis s'ouvrent désormais aux futurs martyrs. Dans leurs pays d'origine, où ce djihad dont ils rêvaient est désormais légitimé par tous, y compris par ceux qui s'y opposent d'usage, la victoire en Afghanistan permet aux moudjahidine d'intimider ceux qu'ils qualifient de tyrans et oppresseurs.

### ***Invasions étrangères absurdes ou scandaleuses, aubaines pour les terroristes***

Le monde entier a assisté, consterné, aux interventions insensées des envahisseurs de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Syrie et de la

Libye : bombardements de civils, incarcérations et tortures extra-judiciaires (prisons d'Abou Ghraïb et Guantanamo), etc.. Sans oublier une hostilité à l'Islam visant en général des populations musulmanes. Devenant ensuite criminogènes, tous ces facteurs permettent aux «Emirs» et prêcheurs barbares d'intensifier leur propagande et de recruter. Mondialisé, le recrutement terroriste touche même les pays occidentaux, où des volontaires se disant « djihadistes » rejoignent l'«Etat islamique». Un phénomène qui conforte notre hypothèse selon laquelle le sentiment d'injustice agit sans distinction de race, de religion ni de localisation géographique. S'enracinant dans l'histoire personnelle de chacun, ce sentiment constitue par excellence un élément fédérateur des tendances agressives d'êtres fragilisés par des conditions de vie proches de la misère psychologique. De par son universalité, cette incontournable donnée autorise la criminologie à user du concept d'induction en tant que donnée commune.

## Algérie : Salafisme, terrorisme et crimes de masse

Assassins de tant d'innocents dans le monde, les Khmers rouges, Aum Shinrikyo, Taliban, Brigades rouges, El Qaida, Daech, Groupe Islamique Armé (GIA), Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat, etc. : tous adhèrent à une idéologie simpliste, qui promet une vie meilleure et légitime et glorifie l'acte criminel en incriminant la cible ou d'éventuelles victimes. Que l'idéologie soit marxiste ou is-

lamiste, le processus est analogue. Cependant la propagation de l'endoctrinement pseudo-religieux nous intéresse. Aujourd'hui, les groupes terroristes les plus virulents adhèrent à un salafisme qui fascine des croyants ou des athées de toutes origines. Notre connaissance des groupes terroristes algériens nous permet d'exposer les méandres de cette pensée manichéenne qui a fait de milliers de jeunes l'armée de réserve de la terreur.

El Qaida a été médiatisée pour ses actions spectaculaires, mais l'atrocité des actes commis par le GIA et le GSPC marquent l'histoire de l'extrémisme islamiste. Les atrocités commises par ces groupes: égorgements d'enfants, mutilations, viols rituels, doivent pousser les chercheurs à s'intéresser aux processus ayant permis de telles exactions. Si on demandait à une personne normalement constituée, de quelle manière elle voudrait mourir, si elle n'avait d'autres choix que la mort subite dans l'écrasement d'un avion sur un bâtiment ou de subir, des heures voire des jours durant, des sévices et mutilations avant d'être égorgée, la réponse serait sans ambiguïté !

### *Algérie, un salafisme original*

Par rapport aux autres mouvances extrémistes, l'extrémisme algérien est fort original. D'abord néo-salafiste, se référant à Sayyid Qotb, à Hassan El Banna ou au wahhabisme, ce courant délaisse ensuite ces mouvances et obédiences et, au début de la décennie 1990, s'autoproclame seul étendard du salafisme dans le monde. La *secte victorieuse*, comme se présente le Groupe Isla-

mique Armé (GIA), n'hésite pas à critiquer les pères d'un salafisme qu'elle revendiquait naguère.

Les «réformistes» égyptiens Sayyd Qotb, Hassan El Banna, même le philosophe algérien Malek Bennabi, sont ainsi excommuniés et condamnés pour apostasie<sup>21</sup>. Les chefs du Front Islamique du Salut (FIS) sont considérés par le GIA comme des Djazaristes<sup>22</sup>, des «dialoguistes» ou simplement comme des traîtres. Fayçal B., activiste du GIA et assassin d'Abdelkader Hachani (chef du bureau exécutif de l'ex-FIS) justifie son acte par le fait que les djazaristes sont tous des traîtres, des hommes à abattre. Le GIA, comme les dissidents qu'il a enfantés, recrutent leurs propres religieux et exégètes et mobilisent parmi leurs fidèles ceux qui savent rédiger, qu'ils disposent ou non d'un savoir théologique.

L'autre singularité de l'extrémisme algérien est que toutes les tendances que le FIS a tenté de fédérer se réclamaient du salafisme. Mais quel salafisme? Les divergences doctrinales ponctuent l'histoire de cette mouvance. Parfois, plusieurs groupes citent une même source en l'interprétant différemment. Tous se réfèrent ainsi à d'Ibn Taymyya, mais se déchirent sur les points cardinaux de sa doctrine. Ces faits sont bien perçus par Séverine Labat, qui écrit : « De Ibn Taymyya à Ali Belhadj, la filiation que revendiquent les néo-salafistes (algériens) semble pour le moins difficilement repérable. Ils empruntent à toutes les traditions (...). Les salafistes couperont toutefois les ponts avec ceux des réformistes qu'ils jugent compromis avec la pensée occidentale.»

### **Quand débute une ère de violence**

S'inspirant des enseignements des Oulémas algériens d'avant l'indépendance, influencée par les Frères musulmans, la mouvance islamiste en Algérie se fait accréditer par les autorités dès la libération de 1962 et crée l'association El Qiam (les valeurs). Diplômé ès-sciences humaines de l'université de Bordeaux, son fondateur Tidjani El Hachemi veut réhabiliter les valeurs islamiques dégradées par le colonialisme, mais se dit dépourvu d'intentions politiques. Il s'inspire pourtant de la pensée de Sayyd Qotb et de Hassan El Banna, et se situe dans la lignée de Djamel Eddine El Afghani et Mohammed Abdou<sup>23</sup>. El Qiam est dissout fin 1966, du fait de ses virulentes attaques anti-égyptiennes, après l'exécution de Sayyd Qotb. Outrés, ses membres condamnent vivement le pouvoir égyptien, notamment dans un message au président Nasser. Reconstituée par certains de ses co-fondateurs, l'association dissoute appelle ensuite à la violence.

En parallèle, d'autres courants islamistes émergent sous divers emblèmes, dont ceux de l'internationale « frériste ». Identifié au communisme, le socialisme à l'algérienne est dès lors la cible des critiques islamistes, évoluant vite en anathèmes visant le pouvoir. Abdelatif Soltani, l'un des fondateurs d'El Qiam et diplômé de la Zaitouna<sup>24</sup>, se montre très véhément vis-à-vis des autorités. Dans des écrits publiés sous le manteau, il les accuse de Mazdaquisme<sup>25</sup>. D'où le titre de son écrit « le Mazdaquisme à l'origine du socialisme » Dans son pamphlet intitulé « Siham El Islam » (les flèches de l'Islam), il accuse les

gouvernants d'avoir usurpé la légitimité historique d'une guerre de libération conduite au nom de l'Islam. Malgré ses excès et son goût pour la violence il exerce d'importantes fonctions, imam, prédicateur officiel puis professeur de lycée. Instigateur du premier rassemblement islamiste à la faculté centrale d'Alger et cosignataire de la plate-forme revendiquant un Etat islamique, il est enfin assigné à résidence jusqu'à sa mort en 1983.

Ses autres «compagnons d'armes» et co-fondateurs d'El Qiam prennent la relève et fonderont le FIS. Chef de file du wahhabisme en Algérie et maître spirituel d'Ali Belhadj, Omar El Arbaoui meurt en 1984, mais sera le guide religieux posthume du premier groupe terroriste de Mustapha Bouyali. Abel Baki Sahraoui est aussi un influent fondateur de l'islamisme algérien. Membre de l'association des Ouléma, co-fondateur d'El Qiam, cet enseignant a suivi l'école française et a servi au 7<sup>e</sup> régiment (français) de tirailleurs algériens. Il est arrêté en 1981 pour activisme et incitation à la violence et détenu jusqu'en 1983. Ce militant du FIS est ensuite imam à Evry, puis à la mosquée de la rue Myrha (à Paris) où il est assassiné en 1995.

## De la Faculté centrale d'Alger au «djihad» de Mustapha Bouyali

Dans la décennie 1960, la mosquée de la faculté centrale d'Alger abrite les tenants de l'islamisme et du «réformisme» ; ils s'y querellent, d'usage sans violence, entre factions

s'accusant mutuellement d'être des djazaristes (francophones vendus au «régime») ou des arabophones gagnés aux idées venues d'Egypte ou d'Arabie.

Au début de la décennie 1980, des heurts – dont la mort de l'étudiant Kamel Amzal le 2 novembre 1982 – provoquent la fermeture de la mosquée. Ce même mois, des islamistes organisent une manifestation durant laquelle Abbassi Madani fustige les autorités. Apprécié dans le milieu islamiste, cet événement indigné cependant les Fréristes. Arabophone diplômé ès-lettres, Mohammed Saïd, libéré de prison en 1984, équilibre alors francophones et arabophones à la tête d'un mouvement qui progresse.

Au tournant des décennies 70-80, l'Algérie subit les massives manifestations d'islamistes qui imitent les Frères musulmans et autres groupes d'Egypte ou de Syrie, mais par ailleurs, les chefs des Frères musulmans d'Algérie commencent à s'organiser de façon paramilitaire. Des contingents de jeunes islamistes partent se former à la «lutte armée», surtout en Afghanistan et en Syrie. Des filières font transiter par Nice et Lille de futurs combattants. Sous couvert du «petit pèlerinage» (*Omra*) des islamistes passent de l'Arabie Saoudite à Peshawar, où les accueillent des organisations islamistes internationales. Ces indications sont-elles toujours d'actualité, pour les filières d'accompagnement des futurs terroristes ? Une indication sans doute précieuse pour les professionnels occidentaux de l'antiterrorisme, qui devraient s'intéresser plus à l'histoire du terrorisme dans le monde.



Ex-combattant de la guerre de libération ; membre du Front de Libération Nationale puis du Front des Forces Socialistes, Mustapha Bouyali forme, au début de la décennie 1980, des milices vouées à «poursuivre le mal et prôner le bien». Ses prêches incendiaires à la mosquée El Achour d'Alger réunissent des fanatiques qui participeront ensuite, à tous niveaux, aux exactions du FIS et du GIA<sup>26</sup>. Voulant instaurer l'Etat islamique par le Djihad, Bouyali gagne le maquis et y lance sa guérilla contre le pouvoir qu'il accuse d'avoir trahi la révolution et oublié l'Islam, au nom duquel le pays s'est libéré. Éliminé en février 1987, les faits marquants de son aventure sont les suivants :

- novembre 1982 : assassinat d'un gendarme qui contrôlait des identités, au carrefour de Ben Aknoun Alger,
- 21 août 1985 : vol de la caisse d'une entreprise nationale,
- 27 août 1985 : attaque de l'école de police de Soumâa, mort d'un policier et vol d'une quantité d'armes.

Traduits devant la cour de la sûreté de l'Etat en 1985, ses complices avouent d'autres projets meurtriers, déjoués par les services de sécurité : assassinat de personnalités politiques, attentats à la bombe contre l'hôtel Aurassi et l'aéroport d'Alger, etc.

### **Front Islamique du Salut et terrorisme : préparatifs, menaces, attentats**

L'abondance des écrits<sup>27</sup> sur la création de ce parti et sa légalisation nous épargne de re-

venir sur son émergence. Nous consacrons donc ce qui suit à la composition du Fis, ses objectifs avoués et secrets ; enfin, à son rôle dans la dérive qu'a vécue le pays. Notons ici que le FIS a engendré une nébuleuse terroriste aux arguments confus, cependant unie par son désir de faire d'abord couler le sang sur une terre d'Islam, puis si elle l'avait pu, dans le reste du monde. Que certains dirigeants du Fis déclarent qu'une frange extrémiste était hors de contrôle n'infirme pas leur culpabilité, car nul des chefs du FIS (vivant à l'étranger ou en Algérie) n'a condamné ces éléments «incontrôlables».

Certains chefs du FIS, tel Anouar Haddam, approuvent à l'inverse des attentats comme celui commis au siège de la Sûreté de la Wilaya d'Alger, faisant des dizaines de victimes civiles, notamment dans un autobus de passage. D'autres chefs du FIS font de ces attentats un fond de commerce, un levier pour contraindre les autorités à céder. Même si ces chefs sont ensuite taxés par le GIA d'«attentisme» et «participationnisme<sup>28</sup>», tous ces groupes terroristes sont bien les enfants légitimes du Front islamique du salut.

Un autre pan de l'histoire du FIS nous intéresse ici. Jusqu'à la veille du premier tour des élections du 26 décembre 1991, la direction du FIS légal hésite à participer à un scrutin auquel une part de ses chefs s'opposent vivement – dont Ali Belhadj, qui l'avoue lui-même ensuite<sup>29</sup>. Pour régler leurs divergences sur ce point, les chefs du FIS décident le 19 décembre 1991, une semaine avant le scrutin, de consulter une incontestable autorité

musulmane : Mohamed Nacereddine El Albani. Peu après, celui-ci qualifie ces élections d'hérétiques. Hormis cela, qui révèle la vraie nature du Fis, d'autres événements exposent son extrémisme et sa soif de violence, avant même sa dissolution par la chambre administrative de la cour d'Alger le 4 mars 1992, confirmée le 29 avril par la cour suprême. Dans une rage activiste attisée par les prêcheurs du FIS, l'un de ses groupes séquestre un brigadier de police dans la mosquée Kaboul à Lakhdaria, à 80 km à l'est d'Alger. On le retrouve mort le 26 juin 1991, avant l'arrestation des deux commanditaires Madani et Belhadj.

24

Les agressions et manifestations provocatrices de foules guidées par des volontaires rentrant d'Afghanistan en tenue de combat touchent tout le territoire. Scandant le slogan «purchassons le mal et prêchons le bien», les milices islamistes quadrillent les quartiers en y réprimant l'usage d'alcool ou l'absence de hidjab. Lors de la marche sur la présidence organisée le 20 avril 1990 par le FIS, qui exige la libération des condamnés de l'affaire Bouyali, la manifestation est encadrée par d'anciens afghans, déjà condamnés pour activisme et qui, quelques mois plus tard, dirigeront les groupes les plus sanguinaires<sup>30</sup>.

Selon A. Merrani<sup>31</sup>, l'un des fondateurs du FIS, le MIA (Mouvement Islamique Armé) est créé bien avant 1991 par d'anciens proches de Bouyali. De même, en 1990, le SIT (syndicat Islamique des travailleurs) est créé, pour un motif étranger au syndicalisme – car maints chefs islamistes rejettent le concept

même de syndicat, pour eux, «hérétique». Cette création opportuniste sert en fait leur projet guerrier. Fondé par Saïd Makhloufi, l'un des fondateurs du FIS et Saïd Eulmi, ce SIT se forme subitement, selon des normes militaires. De la base au sommet de la hiérarchie, ses cadres portent les grades de sergent, capitaine et général.

L'embrigadement formel du FIS commence donc avant même sa création<sup>32</sup>. Dès janvier 1991, Saïd Makhloufi diffuse dans les mosquées une brochure prônant la désobéissance civile, fait rapporté par les médias locaux<sup>33</sup>. Durant toute la période légale du FIS, ses dirigeants, en plein double jeu, manipulent les groupes terroristes émergents et ceux déjà créés sous divers noms, MIA, *El Bakoun Alla El Ahd*, les fidèles au serment.

Ainsi, alors même que se tient à Batna (juillet 1991), un congrès du FIS initié par Abelkader Hachani, N°3 du FIS devenu N°1 après l'arrestation de Madani, Belhadj et Mohammed Saïd, de discrètes réunions se tiennent dans les monts Zbarbar sous la direction de Chebouti, Méliani, Mkhroufi, Moh Leveille ou son adjoint Layada, Azedine Bâa et autres chefs terroristes. Or le congrès de Batna visait à réorganiser le parti sur de nouvelles bases, suite aux directives de ses deux chefs emprisonnés. Hachani déclare alors que ceux-ci ont ordonné de maintenir la ligne légaliste.

Lors du congrès de Batna, le Majlis El Choura, conseil consultatif nouvellement reconstitué, suspend Saïd Makhloufi et Khem-

reddine Kherbane. Makhloufi part au maquis y réorganiser des entités disparates et réconcilier les prétendus chefs du Djihad. Kherbane, lui, gagne l'Afghanistan pour y organiser le retour des combattants algériens ; il sera ensuite vice-président de l'instance exécutive du FIS à l'étranger.

Les réunions tenues au maquis visent, elles, à fédérer des groupes disparates qui, sur le terrain, commencent à cibler des policiers et militaires. Avant même la dissolution du FIS, citons l'attentat de Gemmar dans la région d'El Oued, sud-est du pays, où une caserne de gardes-frontières est attaquée le 28 novembre 1991, par «Taieb El Afghani», de son nom Aissa Messaoudi, vétéran de l'Afghanistan. Dans la nuit du 8 au 9 février 92, six policiers sont assassinés à Bouzerina, dans la capitale, par le groupe de Moh Leveille. De son nom Mouhammed Allel, ce dernier s'autoproclame ensuite premier chef du GIA, antériorité reconnue par ses successeurs. Toujours en février 1992, un groupe conduit par Méliani mitraille le poste de garde de l'amirauté.

Or tout expert du terrorisme sait que former des groupes, réunir des armes, identifier des cibles, surveiller des lieux ; guetter et enfin, passer à l'acte prend des mois, voire des années. Dès les premières attaques terrorisme et lors d'opération de ratissage, les services de sécurité découvrent des casemates souterraines ou troglodytes, preuve d'une préparation bien antérieure à 1992. Pour mieux comprendre les projets terroristes du FIS, avoués ou non, depuis avant même sa créa-

tion, lisons la lettre (publiée par la presse) qu'Ali Belhadj écrit en prison : on voit que son salafisme est purement guerrier. Il y assimile la grève «pacifique» déclenchée par le FIS en mai et juin 1991, à la bataille de Ouhoud, menée par le Prophète et ses compagnons contre les mécréants de Koreich. Fidèle à ses positions d'avant les élections du 26 décembre 1991, il condamne les abstentionnistes, même musulmans ou membres du FIS, qui refusent de combattre.

Ceci montre la double nature du FIS. Les groupes armés formés après la légalisation de ce parti, continuent actifs depuis lors, avaient tous sa bénédiction. Que certains qualifient de pacifisme complice la position du FIS lors de la création de ces groupes, ne suffit pas à l'innocenter. Ce parti avait la main sur ces tendances et obédiences terroristes<sup>34</sup>.

### ***Passage à l'acte et affirmation de soi criminelle***

Mafia, cartels, groupes terroristes : toutes ces entités criminelles usent de violence pour assurer leur suprématie. Cette épreuve de force vise à démontrer aux rivaux, ou aux populations sous sa coupe, qu'on dispose de capacités criminelles. Or seules les directions criminelles peuvent mener ces importantes exactions. Les chefs terroristes actifs en Algérie sont tous des vétérans de l'Afghanistan, des repris de justice et des malfaiteurs connus des services de sécurité. Exemple, le célèbre chef terroriste Mokhtar Belmokhtar dit Laouar, le borgne, qui au début de sa car-

rière criminelle, avant l'ère du terrorisme en Algérie, était un trafiquant d'armes.

Pour se renforcer, les hordes criminelles recrutent leurs «soldats» chez les sympathisants, par force ou endoctrinement. Toutefois, cette catégorie est déjà dans une situation pré-criminelle favorable, même si le passé du groupe compte peu de passages à l'acte criminel. Lisons le criminologue Raymond Gassin : « l'effet de la surdétermination attachée à la multiplication des situations dangereuses n'est pas aveugle, il affecte d'abord les personnalités les plus fragiles, celles dont le seuil de délinquance était assez élevé pour ne pas tomber dans le crime en temps normal, mais devient trop faible dans des circonstances criminogènes nouvelles. »

26

Préparant la violence derrière ses actions pseudo-politiques, Le FIS crée l'Armée Islamique du Salut, dont tous les chefs lui font allégeance. Ainsi, quel que soit le jugement ultérieur de ces groupes sur le FIS, les uns le condamnant pour attentisme, les autres lui reprochant son «dialoguisme» ; d'autres enfin rejetant tout lien avec lui, ce lien filial est établi par les propos des chefs de ce parti. Aujourd'hui encore, Abbassi Madani affirme avoir autorité sur ces groupes<sup>35</sup>. Clamée par les leaders du FIS, cette paternité est prouvée par le continuum salafiste entre Ali Belhadj et Abbassi Madani, et des émirs terroristes Djamel Zitouni, Antar Zouabri, et Hassan Hattab – même si, par orgueil ou tactique, ces derniers renient parfois cette filiation.

### **Profils d'assassins : les chefs des groupes armés**

Présents lors des violents meetings que le FIS légal organisait dans des mosquées, ces groupes armés passent à l'acte, à la première occasion de frapper. Ensuite, les évolutions de cette nébuleuse criminalo-terroriste dépendront de leur recrutement et des rivalités entre émirs. L'idjihad ayant été «libéré» par les pères du salafisme algérien, dont Soltani, Cherrati et Belhadj, eux-mêmes disciples du salafisme dur égyptien, syrien et wahhabite, la notion de «djihad» se répand dans les groupes armés. La vulgarisation de concepts aussi sensibles transforme des émirs et leurs troupes, ignorant tout de la religion, en «soldat de l'Islam» ; en missionnaires investis de la mission divine de rétablir la justice sur terre<sup>36</sup>.

Ainsi émergent des ignorants, repris de justice, ou bandits notoires ; des «mauvais garçons» pour A. Merrani, l'un des fondateurs du FIS. Leurs guérillas agrègent des déviants<sup>37</sup>, des paumés enrôlés par le FIS en les menaçant de représailles ou en leur promettant le paradis et l'absolution de leurs péchés ; et des vétérans de la guerre d'Afghanistan, vieux routiers de la violence criminelle. Or au regret des élites du FIS, ces voyous vont diriger les groupes terroristes les plus sanglants ; et ainsi commander à des sujets parfois instruits, ralliés au terrorisme. La logique du «goudron»<sup>38</sup> prévaut donc sur la stratégie des «intellectuels» du FIS, dont projet original visait à faire encadrer les voyous par des cadres éduqués. Les élites théocratiques ou technocratiques, perdent le

contrôle d'un syndicat du crime qu'elles ont pourtant créés de toutes pièces.

En avril et juillet 1992, les réunions tenues aux monts Zbarbar, puis en août 92 à Tamezguida, échouent à unifier les groupes armés au sein du FIS : en cause, la mégalomanie des futurs émirs. La virulence des voyous qui dirigent les groupes armés permet cependant au FIS d'impressionner l'opinion islamiste et les autorités.

Souffrant d'un probable complexe d'infériorité ; déjà rabaisés par les prêcheurs du FIS à son époque légale ; pris pour des hommes de main et des soudards, les chefs du GIA vont se venger de avanies subies, en justifiant les exécutions de leurs acolytes par cela même qu'on leur reprochait naguère. Un communiqué du chef du GIA Djamel Zitouni explique ainsi l'assassinat des Djaristes par le mépris dont ils accablaient les autres groupes terroristes et leurs chefs<sup>39</sup>. Ainsi enragés contre l'Etat et contre leurs propres comparses ; munis de fatwas légitimant la violence et interprétant à leur gré la « charia », ces groupes se lancent dans une sanglante guerre – contre tout le monde.

L'ultime tentative d'imposer Redjem Abdelrezak<sup>40</sup> à la tête du GIA, chef de l'ex-FIS réputé érudit et de culture djariste, est sans peine contrée par ses futurs assassins. Deux jours après l'élimination de Cherif Gousmi, quatrième chef du GIA après A. Layada, abattu par les services de sécurité le 26 septembre 1994, un communiqué annonçant l'intronisation de Redjem est démenti peu

après par Redjem lui-même. Il se désiste sous la menace de Djamel Zitouni, qui s'empare du GIA grâce à l'allégeance de ses semblables.

Vendeur de poulets connu de la police pour divers délits, Zitouni succède aux précédents chefs du GIA ; le premier, Mohammed Allel, Alias Moh Leveille, bandit et vendeur de pièces détachées, étant passé le premier à l'acte terroriste. Leveille est secondé par le délinquant Ali Zouabri, ex-responsable du Souk islamique à Boufarik (région de Blida) et frère aîné d'Antar Zouabri, futur chef du GIA. Le second chef du GIA, Abdelhak Layada, un tôlier de Baraki, était le chauffeur de Moh Leveille. Le troisième «émir» est l'afghan algérien Sayeh Attia, dit Djafar El-Afghani, éliminé par les services de sécurité le 4 février 1994, durant le bref «règne» duquel adviennent les premiers massacres par égorgement.

Cherif Gousmi Alias Abou Abdelrahman, ne dirige le GIA que de février à septembre 1994, mais le premier, tente de l'organiser selon la charia, telle que conçue par ce terroriste. Gousmi élabore une charte du GIA, qui connaît ainsi un semblant d'organisation. Y figure l'objectif d'édifier l'Etat islamique en restaurant un Califat dont il se proclame chef suprême. On y trouve aussi un code de conduite et les règles pour introniser «l'émir». Des fonctions et ministères sont créés, des postes étant réservés aux chefs du FIS incarcérés ou exilés. Le ministère de la guerre est confié au futur émir Djamel Zitouni. Le djihad par voie d'attentats visant

les mécréants et leurs complices demeure l'objectif vital du GIA.

### **La horde criminelle s'impose**

Les successeurs de Gousmi, Djamel Zitouni, Antar Zouabri dit Abou Talha, puis Ouakli Rachid dit Abou Tourab, poussent le terrorisme à son paroxysme. Apostasiant le peuple entier, ses propres acolytes et réseaux de soutien, puis le reste du monde, la secte s'installe en formant son propre clergé, recruté chez les plus durs. Comme les Taliban, elle crée une médersa, école «religieuse», dans les montagnes de Chériaa proches de Blida, pour former à la «guerre sainte» les fils des terroristes morts ou vivants. Il y a là aussi une indication pour les services opérationnels. Massacre dévastation et politique de la terre brûlée deviennent le mot d'ordre de la secte.

Au sein du groupe, resurgit l'esprit du gangstérisme pratiqué dans les quartiers : contrôle du territoire ; élimination de ses propres rivaux ; enrichissement personnel et épreuves de force par constante surenchère criminelle. Tout cela vise les populations civiles, ou les moudjahidines taxés de trahison, ce qui justifie leur décapitation ou autres atrocités. Quand se dissipe le rêve du paradis promis dans les réunions du FIS légal, l'état de nature<sup>41</sup> ou chacun agit à sa guise devient l'horizon de la secte. Viols, assassinats, vols : tout ce qui procure une jouissance immédiate est de mise.

### **Massacres d'innocents : légitimer l'acte criminel**

Puisant dans la littérature islamiste familière aux intégristes, poussés par le nouveau concept d'idjtihad qu'ils y trouvent, les groupes du GIA incriminent tous ceux qui les empêchent d'imposer leurs diktats et de purifier le groupe pour en faire une secte «authentique». Ce faisant, ils traitent de djarzaristes ou de Khaouaridj (ceux qui se détournent de l'islam après la mort du Prophète) leurs propres complices devenus gênants ; on les accuse de violer la tradition des pieux ancêtres ; les étrangers au groupe sont traités de mécréants ou d'impies. Voici certains de leurs pseudo-argumentaires, pris dans leurs tracts et revues.

- « Les soldats du groupe islamique, seul emblème légal clairvoyant dans cette terre, avec la permission de Dieu tout puissant, demeurent sur la voie de la lutte contre les apostats, les mécréants et les imposteurs en les torturant, les mutilant et les malmenant, en les détruisant et en les décapitant, afin de se rapprocher du Dieu de la terre et des cieux. »<sup>42</sup>
- « Le Prophète n'a-t-il pas crevé les yeux, tranché les pieds et les mains des apostats et les a jetés dans un gouffre jusqu'à ce qu'ils aient péri<sup>43</sup> ? »

Sachez que la tradition et la sunna seront suivies à tout prix. Le Khalife Abou Bakr El Sedik avait adressé un message à Khaled Ibn El Oualid pour lui notifier de ne pas hésiter à mutiler Taliha et ses compagnons. Khaled Ibn El Oualid, agissant pour venger les musulmans, a procédé à la mise à mort de ses

captifs, certains ont été brûlés, d'autres lapidés ou jetés du haut des montagnes. On a ensuite fait décapiter un être humain dont la tête a été bouillie par trois fois, sur ordre de Khaled Ibn El-Oualid. Ce qu'a fait Ali Ibn Abou Taleb avec les khaouaridj<sup>44</sup> est le meilleur exemple. Il les a brûlés et n'a pas hésité à les mutiler. Nous suivons donc cette tradition salafiste... Si nous trouvons d'autres sunna et d'autres traditions plus intenses dans la terreur nous n'hésiterons pas à les suivre et raviver pour bénéficier de la satisfaction de Dieu. Nous sommes déterminés à combattre et à mutiler, nous sommes sur la voie de nos ancêtres».

Abou El Moundhir<sup>45</sup> dit : « Nous resterons dans cette tradition, pour suivre l'exemple de Khaled et Abou Bakr Sedik et les autres compagnons du Prophète, qui n'ont pas hésité à tuer, à mutiler et à brûler, mais nous ne sommes pas satisfaits, car nous n'avons pas encore atteint le même nombre de morts qu'eux. En une seule bataille, celle d'El Yamama, contre les Beni Hanifa, ils ont tué près de 10 000 personnes, et on dit même que le nombre était de 21 000, en une seule journée ils en ont tué 14 000. A lui seul et en une seule bataille, Ali Ibn Abi Taleb a tué près de 400 khaouaridj, qu'on n'arrivait pas à identifier car ils n'avaient plus de tête ».

«Ces têtes ont servi d'escaliers à la grande Mosquée de Damas ! Dieu a dit dans le verset 39 de El Anfal « Combattez-les pour qu'il n'y ait pas de sédition et pour que la religion toute entière ne soit pas une sédition ». Il dit aussi dans le verset 10 El Touba : « Combat-

tez-les, Dieu les torturera par vos mains et la malédiction sera jetée sur eux »<sup>46</sup>.

« Vous savez, le GIA ne tue pas aléatoirement et nous disons que nous tuerons ceux qui se sont retournés contre nous, qu'on appelle les apostats, donc nous ne produisons pas de nouveaux jugements, ni n'improvisons des fatwas, mais ce sont les jugements de Dieu et de son Prophète que nous appliquons. Ce que vous entendez dans les villages et les villes concernant les égorgements, sachez que les victimes sont tombées sous les verdicts de la promotion de la vertu et la lutte contre le vice<sup>47</sup> ; ce sont les travestis, ceux qui délaissent la prière et font usage de boissons alcoolisées, les femmes à la tenue indécente ainsi que ceux qui ont voté. Voilà donc l'explication des opérations menées par les moudjahidine.»

«Une autre catégorie de personnes, ciblée par les Moudjahidine, et dont l'assassinat est justifié par le principe de promotion de la vertu et la lutte contre le vice, est celle qui refuse de payer la dîme aux moudjahidine, la Zakat. Il a été ordonné aux émirs des régions et aux chefs de compagnies et de détachements de désigner des soldats dignes de confiance et d'autres physiquement forts, pour contraindre les gens à verser la Zakat aux moudjahidine. Celui qui la cache ou refuse de la verser est un apostat et encourt la peine de mort. Aussi, les endroits où l'on produit des boissons alcoolisées doivent être brûlés, même si leurs propriétaires s'y trouvent avec leurs compagnons<sup>48</sup>».

Remarquons ici la voie tracée par la pulsion de mort, qui frappe tout obstacle à sa progression. Un manichéisme brutal et croissant enflamme ces âmes criminelles revenues à l'état de nature, à la guerre de tous contre tous ; les liens sociaux sont rompus et les fondements de la morale et du bon sens bannis de cette sous-culture de la dévastation déferlant sans retenues ni obstacles, en une régression spectaculaire de l'humain au stade primitif.

Comment justifient-ils les assassinats et mutilations d'enfants et de femmes, ni impies ni apostats ? Lisons dans les mêmes textes : « Les assassinats d'enfants, de femmes et autres innocents, relèvent de la stratégie de lutte : attaques-surprises, guet-apens et usage des explosifs. Cela, personne ne peut le contredire, comme le rapporte El-Boukhari, parlant de Saab Ibn Djathama, qui a dit que le Prophète a été interrogé sur les enfants et les femmes touchés lors des attaques menées contre les mécréants et se trouvant parmi eux, il a répondu qu'ils étaient considérés comme eux, c'est à dire des mécréants. Comme dit El Sounouy « il est rapporté par les hommes de science Abi Hanifa et Chafii qu'on peut tuer les enfants et les femmes à l'intérieur des constructions ».

«Il est aussi rapporté dans les jugements d'El-Maouardi « Il est permis, si l'armée encercle l'ennemi ; de les envahir avec des jets de pierres avec des catapultes. Le Prophète a embusqué les gens de Taïf, il en a fait de même. Il est permis de détruire leurs maisons et de les brûler, même s'il y a des enfants et

des femmes à l'intérieur ». « Ibn Taymyya déclare que : si l'assassinat des enfants et des femmes est interdit par la religion, il devient permis s'il y a nécessité, comme dans les attaques à l'aide de catapultes. si les gens contraints de rester avec les mécréants sont assassinés, ils seront envoyés à Dieu selon leurs intentions. Ibn Taymyya nous enseigne que les moudjahidine ne peuvent distinguer ceux qui sont contraints de rester avec l'ennemi de ceux qui ne le sont pas. »

Notons au passage que ces arguments n'ont aucun sens pour les authentiques savants musulmans. La référence demeure datée à l'époque récente de la naissance du pseudo-réformisme. Nulle indication sérieuse sur l'attribution de ces dires au prophète et à ses compagnons.

Pour permettre aux terroristes d'assouvir leur sadisme en évacuant les scrupules ; de vivre leur paradis sur terre et faire régner la terreur ; de dominer la population, d'exercer l'autorité de fait, on les dote de Fatwa improvisées – dont voici des exemples :

- « Il n'y a nul intérêt, ni aucune utilité à ralentir la promotion de la vertu et la lutte contre le vice, ou de gêner l'application des verdicts de l'Islam. Il n'y a d'intérêt que dans l'application des sanctions, dans l'exercice de l'intimidation, dans l'expiation et la généralisation des commandements de l'Islam, en appliquant à tous le meurtre, les coups, l'exil – et seul Dieu sait ce qui est bon pour les gens. »
- « Quoi que nous fassions avec notre esprit ou nos sentiments pour connaître ce qui



est bien, ou ce qui ne l'est pas, nous n'y parviendrons pas, alors il faut juste les appliquer. »<sup>49</sup>

Ces justifications terroristes proviennent des numéros de la revue *El Djamâa*, le groupe, parus sous Zitouni au début 1996. Les justifications des assassinats collectifs et massacres d'enfants innocents datent de juin-juillet 1996, peu avant le début des massacres dans la banlieue algéroise et à Ramka, sur les hauteurs de Relizane. Plus de 700 personnes ont péri dans ces carnages commis à l'aide de haches, de couteaux, de pioches et d'engins explosifs ; parmi ces victimes plus de 80 nourrissons assassinés à la pioche ou au couteau. A Bentalha, Sidi Moussa, et dans un hameau de la commune de Beni Messous, nombre de femmes et de vieillards furent aussi assassinés.

Ces pratiques ont débuté sous Zitouni et continué sous Antar Zouabri ; à un moindre degré – faute de moyens, la secte étant affaiblie – sous leur successeur l'émir Ouakli. Elles confèrent au salafisme algérien une dimension horrible, inouïe auparavant dans l'histoire du terrorisme pseudo-islamiste. Or les chefs du FIS n'ont jamais condamné ces massacres. Sauf rares exceptions, la mouvance islamiste alors active n'a pas non plus rejeté avec horreur ces massacres collectifs.

### ***FIDA : le retour des Djazaaristes***

Longtemps désireux de noyauter les groupes terroristes comme le FIS, le courant djazariste, voulant rassembler les intellectuels de

la mouvance islamiste, finit par créer un groupe armé propre, qui commet ses premiers attentats à la mi-1996 à Alger<sup>50</sup>. Organisé de façon étanche, ses effectifs réduits comptent des diplômés des universités et instituts spécialisés. Dans la capitale, le FIDA cible la police, des personnalités et intellectuels. Parmi ses victimes, un ex-ministre de l'Intérieur et le docteur-psychiatre Bousebsi. Ce n'est que quand ce groupe et sa direction seront éliminés en deux grandes opérations à Ben Aknoun et Dely Brahim que le mystère se lèvera sur lui.

Le FIDA voulait diriger tous les groupes armés, selon la logique du «goudron» prônée par le FIS. Réussir des opérations d'envergure allait, pensait-il, assurer sa notoriété chez les terroristes. Si au départ, des observateurs attribuaient au GIA les attentats du FIDA, le GIA comprend vite les manœuvres de djazaristes qu'il soupçonne dès le début du terrorisme. Zitouni fait alors capturer les leaders du Fida, Saïd Makhloufi, Mohamed Saïd, Lamara Abdel Wahab, Mahfoudh Tadjine et Redjem Abdel Rezak. Dans la logique sectaire et «purificatrice» du GIA il sont «jugés», torturés, mutilés et mis à mort<sup>51</sup>.

### ***GSPC et LIDD : les dissidents du GIA***

Importants chefs de zones du GIA, Hassan Hattab et Ali Belhadjar rejettent les pratiques de Zitouni contre ses complices ; ayant senti que Zitouni menaçait leurs propres vies, ils se retirent avec leurs fidèles, pour créer des groupes autonomes. Celui de Hattab est le GSPC (Groupe salafiste pour la prédication

et le combat). Ayant rejoint la djazara et devenu ensuite l'un de ses chefs, Belhadjar nomme son groupe LIDD (Ligue islamique pour la dawa et le djihad). Sans que ce nom n'évoque le Salafisme, il s'en revendique cependant sans réserve. Les experts de l'anti-terrorisme suggèrent cependant que la stratégie de ces deux groupes visait plutôt à prendre la tête des groupes armés.

Renforcé par des hommes de Hattab, Belhadjar organise l'embuscade dans laquelle Zitouni périt avec deux compagnons. Belhadjar se rend finalement aux autorités avec ses complices, tous bénéficiant de la loi sur la concorde civile. Retiré avec son groupe dans les montagnes de l'est du pays, Hattab persiste dans le terrorisme jusqu'à ce jour.

Ainsi, l'idéologie «réformiste» profite immensément à tous les salafistes. Il leur permet de s'établir «légitimement» selon leurs critères propres, puisque l'idjihad est licite pour tous. Tous les groupes terroristes algériens agissent ainsi sous étendard salafiste, chacun y servant «la cause de l'islam» à partir de ses propres lubies et fantasmes.

## Des terroristes imitant la criminalité organisée

### **Contrôle des territoires**

Les terrorismes «classiques» copient le système militaire : hiérarchies, partage des tâches, entraînements et discipline. Selon nous, les terrorismes d'aujourd'hui sont cependant plus

proches des grandes sociétés criminelles, caractéristiques que l'on retrouve dans tous les nouveaux terrorismes y compris les objectifs, pourtant censés les différencier. Sous couvert d'un discours et de revendications politiques, les terroristes d'aujourd'hui visent en fait le gain facile et l'enrichissement personnel en usant des méthodes des criminels professionnels, comme le montrent le GIA et autres groupes actifs en Algérie.

Contrairement au monde militaire, la désignation du chef de ces néo-groupes terroristes s'inspire de critères issus du monde de l'illicite : capacité criminelle, dangerosité et savoir-faire déterminent son aptitude à diriger le groupe et inspirent confiance aux cadres et «soldats» de l'organisation. Le chef s'autoproclame en comptant sur son clan, processus semblable à la désignation du parrain mafieux, le tout confirmé ensuite par allégeance. Une fois désigné, ce chef est quasi-inamovible, désigné à vie. Dans tout groupe terroriste existe un conseil consultatif statuant sur les litiges internes, les allégeances à «l'Emir» et légitimant divers comportements. Ce conseil produit aussi des fatwas sur les homicides, viols, rackets et autres actes criminels. Parrainé et dirigé par l'Emir qui y place ses proches, ou les révoque, il fonctionne comme les conseils de «familles» mafieuses.

Le groupe terroriste contrôle un territoire et ne s'aventure pas sur celui d'un autre, tous se sachant rivaux. Quand néanmoins un groupe veut conquérir le territoire d'un autre, il procède par attentat contre la population locale,

ou contre les symboles de l'Etat, pour intimider cette population ou ses rivaux en leur notifiant de se retirer. Ces pratiques de marquage du territoire visent aussi à démontrer aux populations que leur rival ne peut les protéger.

### **Partage du butin, alliances contre nature**

Dans ces groupes, le «butin» provient du racket, des vols et hold-up. Son partage s'effectue comme dans les groupes criminels organisés. 1/5 du butin est réservé à «l'Emir» ; le reste va au chef du groupe qui a mené l'opération et prend la part du lion ; le solde, à ses «soldats». Ce procédé s'appelle *El Feii*, référence fantasmée à la tradition musulmane de partage du butin de guerre. Si des femmes sont enlevées, (captives nommées *Sabaya*), l'Emir choisit le premier et prend les plus belles.

– Les exactions sont laissées à l'initiative des chefs de groupes, régions ou zones, selon les opportunités ; ceux-ci avisent leur direction une fois le méfait réussi. L'échec dans l'action est souvent puni.

Le chef d'un groupe important a sa garde prétorienne formée des éléments les plus fiables, l'origine locale et le lien de parenté étant ici décisifs. Nommée «phalange verte» au GIA, cette garde accompagne le chef dans ses déplacements et exécute les éléments indésirables du groupe. Hors de sa mission consistant à protéger l'Emir des complots internes ou projets d'assassinat ourdis à l'extérieur, cette garde contribue aux opérations

importantes, soutient les combattants du groupe et veille sur le butin de l'Emir. Se disant «justiciers», ces extrémistes avancent cependant l'argument (qu'utilisent tous les terroristes du monde) selon lequel « tous les moyens sont légitimes pour servir une cause sacrée » ; le terrorisme représentant surtout pour eux un marché juteux.

A ceci s'ajoutent les alliances entre terroristes et trafiquants, en Algérie et au-delà, car la «cause sacrée» autorise ces alliances contre nature avec des criminels de tout poil. Les premiers trouvent chez les seconds une offre de produits indispensables mais aussi une source d'enrichissement. Par avidité les criminels trafiquent avec les terroristes, partagent leur savoir faire et opèrent de mutuelles prestations de service. Analysant des affaires résolues, les services de sécurité voient ainsi des réseaux mixtes (bandits plus terroristes), trafiquer les véhicules, les armes, les munitions et la drogue, contrebande dont le profit enrichit les terroristes.

Nombre de contrebandiers et de trafiquants sont alliés aux groupes terroristes ; des terroristes rejoignent à l'inverse le crime organisé. Un exemple frappant est celui du chef terroriste algérien Mokhtar Belmokhtar, contrebandier au sud du pays devenu émir de la région 9 du GIA, toujours actif à ce jour.

### **Moyens et méthodes d'action des terroristes**

Les groupes actifs au Sahel agissent certes selon les opportunités, mais leurs méthodes

à tous sont cependant analogues. Ils usent d'engins explosifs artisanaux, d'armes à feu ou blanches ; leurs victimes sont abattues lors d'embuscades, d'attentats individuels ou de massacres collectifs. La ruse et la surprise sont leurs moyens favoris pour maximiser la réussite de leurs attaques. Pour se protéger au mieux, les terroristes choisissent leurs cibles selon leur vulnérabilité : populations isolées, membres des services de sécurité circulant désarmés dans des zones à risque, sont ainsi leurs cibles favorites.

Les pièges explosifs sont aussi une de leurs armes de choix. Des terroristes ont ainsi piégé des corps d'être humains ou d'animaux, des boîtes aux lettres, des tracts (en creusant le mur portant ce tract) ; des gilets «oubliés» dans des salles de cinémas – même, des cages d'oiseaux. Les groupes terroristes pratiquent aussi l'enlèvement, soit pour rançon, soit pour viol ou exécutions après tortures et mutilations. Traîtres à la cause pour avoir voté ou refusé leur aide ; apostats, complices du tyran : les victimes tombent toutes sous l'effet du verdict criminel appelé fatwa ; l'objectif principal restant de propager la terreur.

### **Outils normatifs des terroristes : fatwa, idjtihad, djihad**

On étudie d'usage les méthodes des terroristes d'un point de vue matériel ; étude certes importante et nécessaire pour prévenir ce fléau ; mais la dimension psychologique

du phénomène devrait importer autant que ses aspects matériels. Pas toujours aisée, cette piste crédible renouvellerait l'étude des menaces criminelles nouvelles. L'idée étant ici d'analyser la genèse des fatwas à vocation criminelle, leur cheminement psychologiques de leur conception au passage à l'acte, en suivant ce «processus de légitimation du passage à l'acte» observé par les pionniers de la criminologie moderne.

Qu'est-ce qu'une Fatwa ? A l'origine, un acte de jurisprudence, une consultation motivée par l'absence d'un Verset coranique ou d'un dire explicite du Prophète, s'agissant du comportement de musulmans entre eux, vis-à-vis de non-musulmans ou par rapport à Dieu. La fatwa s'élabore par effort intellectuel (Idjtihad), partant d'un dire du Prophète ou d'un verset obscur pour le profane ; ou par analogie aux dires et actes du Prophète et de ses compagnons.

Elle est édictée par un docteur de la foi, jurisconsulte reconnu comme tel, que sa moralité et ses connaissances qualifient pour cet exercice, important pour la vie des musulmans. Sans cette compétence, le jurisconsulte est condamné à l'hérésie et au blasphème. Doyen des juges de Cordoue, le prémonitoire philosophe Ibn Roschd, (Averroès) estimait ainsi que le malheur des musulmans, l'hostilité entre eux, leurs haines et guerres intestines, provenaient d'incompétents aventurés dans le domaine de l'interprétation religieuse. Leurs spéculations poussant les musulmans à se diviser en sectes, puis à s'entre-tuer<sup>52</sup>.

Les mécanismes intellectuels, supports psychologiques et voies détournées qu'elles empruntent, rendent les fatwas subjectives néfastes à la société : leurs déformations éveillent les instincts primaires et poussent aux élans pulsionnels. Bien des juristes ont ainsi trouvé dans la jurisprudence l'occasion d'évacuer leurs scrupules et d'accumuler les biens de ce monde<sup>53</sup>. Ces fatwas sciemment détournées à des fins subjectives ont une grande influence sur les esprits profanes. Pire : leur effet est contagieux. « C'est par une Fatwa que je suis monté au maquis et c'est par une autre que je me suis repenti », disait à l'auteur un terroriste ayant appartenu au GIA.

Manipulées, ces fatwas-sur-commande influencent les consciences et suscitent des situations à haut risque. Comme leur émetteur jouit du pouvoir symbolique d'influencer les masses ; et que son emprise mentale s'effectue à distance (tant dans l'espace que dans le temps), ces fatwas influencent le commerce des idées. Énoncées par des terroristes auto-proclamés juristes, tel Abou El Moundhir, adjoint de l'ex-chef du GIA Antar Zouabri, ces fatwas perverses ont souvent été d'une efficacité supérieure aux plus habiles discours politiques ou aux plus touchantes épopées patriotiques.

Mentalement frappés de folie des grandeurs, ces pseudo-juristes vont jusqu'à se substituer à la divinité, conçue comme possible à hypothéquer, moyennant le sacrifice de soi. Par identification au Maître de l'univers, par déification du groupe, le délirant

accède à un état de béatitude extrême et pense jouir de la puissance suprême. La force des fatwas réside aussi dans le fait qu'elles renaissent de leurs propres cendres, qu'elles se régénèrent, à l'instar d'une ancienne théorie scientifique pour laquelle l'univers est fermé, la matière s'y reproduisant d'elle-même et par elle-même.

En réalité, la tradition musulmane ne comprend pas de fatwa pouvant toujours et partout justifier le crime. Ainsi, les prédateurs estimant jouir du pouvoir symbolique de décréter des commandements usent-ils d'une arme quasi-absolue : une phraséologie séduisante pour les profanes. Le pouvoir symbolique de ces prêcheurs et la fragilité psychique de la masse qu'ils fascinent, font de ces fatwas une sentence irrévocable. La crédulité des foules et le pouvoir symbolique des fatwas offrent ainsi aux faux hommes de religion l'occasion inespérée de commanditer en toute impunité des crimes à distance.

Profitant du vide théologique patent et de la crise morale, sociale, économique et culturelle que traverse l'Algérie de la fin de la décennie 1980 au début des années 1990, les islamistes ont séduit les masses par leurs discours truqués. Pourtant, la symbolique de la langue arabe ne contient nulle signification poussant, par suggestion ou métaphore, à ressusciter l'instinct de mort. Selon d'universelles règles éthiques, les notions de martyr et de sacrifice découlent d'un héroïsme voué à la paix, et ne doivent nullement faire l'objet d'une appropriation.

Grâce à ce nouveau vocabulaire, lexique original d'une littérature improvisée pour l'occasion, une nouvelle génération de prêcheurs « minbaristes<sup>54</sup> » aguerris surgit du néant et suscite une religion « privatisée ». Ils se spécialisent dans l'endoctrinement des masses anonymes, jouant sur tout ce qui pourrait nourrir leur inquiétude et leur anxiété. En crise identitaire profonde, en proie à des maux sociaux et à la défaillance de l'Etat providence, ces jeunes à l'abandon adhèrent au premier modèle venu, qui meublera leur existence ; les sortira des tourments de l'égarement et de l'anonymat.

Nul drame pour les sociétés pire que « l'anomie morale », la « démoralisation » comme l'appellent les sociologues<sup>55</sup> ayant adopté ce concept Durkheimien. Vide théologique, juridique et intellectuel : ces béances ouvrent la voie aux déviations du comportement humain : criminalité, terrorisme et complots nuisibles aux Etats. Une sous-culture déviante s'installe, de pseudo-législateurs paraissent dont la fonction sociale serait de promulguer de nouvelles normes éthiques. Advient alors une reconversion, un travestissement des valeurs dominantes.

Manque (ou désintégration) de références morales, crises politiques et mutations économiques placent l'individu en situation de stress et de déséquilibre, atomise ses références morales. Alors que s'affaiblit la morale sociale, naissent les pseudo-fatwas criminogènes, vantant la mort, le massacre et la dévastation.

Programmés et exécutés par le terrorisme algérien, les assassinats d'intellectuels ne visaient pas à simplement frapper les opposants à l'intégrisme, mais exprimaient la claire volonté des commanditaires de ces crimes, de conquérir la fonction du savoir dans la cité. Selon Lacassagne, le microbe social ne se développe que dans un bouillon de culture pouvant le contenir et assurer sa survie. Prospérant dans un climat de pauvreté spirituelle et de nihilisme, ces commanditaires allaient frapper la tête pensante de l'Etat après avoir ciblé son bras séculier.

### ***Le pouvoir stratégique mondial des fatwas déviantes***

Grâce à la technologie, ce pouvoir est renforcé par une abondante et hétéroclite – mais efficace – littérature, qui constitue un inépuisable abreuvoir pour les âmes disposées au passage à l'acte. On assiste ainsi à la naissance de « Fatwa-natique » ou « Cloud des Fatwa » à disposition d'usagers de tous âges et obédiences, concept emprunté à l'informatique mais qui révèle bien la réalité.

- « le GIA ne partage pas vos vues sur l'édification de l'Etat Islamique, nous avons notre propre conception de la guerre sainte ; toutefois, malgré nos divergences, pour le bien suprême de cette Nation, je vous suggère de travailler davantage à l'anéantissement de l'Amérique, de même que nous nous chargeons de la France et de ses alliés. »

– « *Nous nous occuperons de l'Amérique ; que Dieu vous aide à détruire les mécréants d'Europe qui ont fait tant de mal à l'Islam et aux musulmans.* »

Datant de la fin 1995, ces échanges proviennent de correspondances entre Djamel Zitouni et Ayman El Zawahiri, bras droit d'O. Ben Laden.

Le GIA met ses menaces à exécution en détournant un Airbus d'Air France (décembre 1994) puis frappe la France (attentats de l'été 1995) et assassine enfin les sept moines de Tibhirine (mars 1996). El Qaïda frappe d'abord les intérêts américains à Nairobi et Dar El Salam (août 1998) puis les tours jumelles de Manhattan (septembre 2001).

Si ces échanges entre chefs terroristes avaient été publiés avant ces événements, ils auraient fait rire. Comment, auraient réagi les observateurs, des criminels mal armés et peinant à assurer leur propre survie oseraient-ils frapper de telles puissances ? Par des fatwas générant des bombes humaines ! Aurait rétorqué un connaisseur de « la chose terroriste ». Ces fatwas que l'on édictait sous le nez des services de sécurité de ces mêmes puissances, de New York à Paris, et à Londres.

Or aujourd'hui encore, on privilégie la dimension physique, militaire, de la lutte anti-terroriste et on ignore toujours la dimension psychologique de ce qui pourtant génère seul le terrorisme. Avant le 11 septembre, certains Etats préféraient ignorer la réalité terroriste

nouvelle, son ampleur internationale, son idéologie. D'autres connaissaient le danger mais se pensaient protégés par leurs systèmes de défense.

Pire encore, des Etats hébergeaient et équipaient des terroristes, selon des stratégies égoïstes. Les pays frappés comme l'Algérie ont alors vainement voulu alerter sur la dangerosité mondiale du phénomène. Les massacres et dévastations commis en Algérie suscitaient alors la controverse, les modérés considérant que l'affaire était propre à l'Algérie. C'est le 11 septembre que le monde a réalisé l'ampleur du péril terroriste, pire même que le crime organisé, même pour les pays les plus puissants.

Vraie sonnette d'alarme, ces événements ont suscité une coopération internationale sans précédent face à la menace terroriste. En cours d'étude ou déjà amorcée, une panoplie de mesures fut adoptée, dans l'idée de combattre ce fléau jusqu'à son éradication. Au départ, ces efforts ont porté sur les techniques et stratégies de défense, préventives et répressives. Par la suite, une colossale offensive a été lancée pour tarir le mal à sa source. L'aspect matériel de la lutte a cependant primé sur son aspect intellectuel ou moral.

la matrice intellectuelle et affective de « la nébuleuse terroriste », l'idéologie qui fait de l'homme une bête sauvage, une machine meurtrière ou une bombe humaine partout et toujours utilisable, a été négligée au profit du terrorisme technique et opérationnel. Plus

dangereuse et pernicieuse pourtant que le savoir-faire criminel ; peu coûteuse et prospérant à l'abri des libertés religieuses individuelles et collectives, la méthode d'endoctrinement des masses a peu retenu l'attention des spécialistes.

La défaite des talibans, le GIA réduit à l'état de noyaux itinérants en cours d'élimination, n'oblitérent pourtant pas les mécanismes psychologiques, ni les discours élaborés qui génèrent le sentiment de puissance et la tentation du martyr par l'unique voie du djihad. La défaite militaire des terroristes n'enlève rien à la charge affective légitimant la terreur. Contrairement à ce qu'on imagine, ni la mobilisation et la solidarité internationale après le 11 septembre ; ni les coups reçus par le terrorisme de l'Algérie, à l'Afghanistan, via l'Europe et l'Amérique, n'affectent le sentiment de puissance et la foi en une cause qui fanatiquement nie la puissance de l'ennemi, quel qu'il soit. On ne peut ainsi lutter contre des fatwas par la haute technologie ; les moyens matériels sont ici inappropriés.

Aujourd'hui incarnée par les Etats Unis et quelques autres pays d'Europe et d'Asie, la puissance militaire *high-tech* est peu efficace contre les fatwas<sup>56</sup>, ce «processus de légitimation du passage à l'acte criminel», selon Etienne De Greeff. Ces Etats devraient autant s'intéresser à ce criminogène phénomène psychologique, qu'au trafic de produits nucléaires ou bactériologiques – inoffensifs sans la préalable existence du premier. Enfin, nous préférons la formule de De Greeff («*processus de légitimation du passage à l'acte*

*criminel*») à celle de fatwa, car ce processus anime depuis l'antiquité tous les groupes terroristes et constitue la commune caractéristique de multiples entités, idéologies ou religions, comme le souligne Walter Laquer dans «Le terrorisme».

## Les attentats-suicides

Deux observations préalables :

- exposant l'état mental des candidats au «sacrifice», l'attentat-suicide révèle la réalité symbolique des groupes criminels auxquels ils appartiennent,
- le candidat rejoint librement un groupe dont les usages rappellent son milieu d'origine, d'où son identification au groupe.

Attention cependant aux analyses simplistes qui nous dérouteraient et nuiraient à la cruciale élaboration des stratégies de lutte. La connaissance dissipe certes la peur, mais si une vision fautive la résorbe un temps, elle favorise ensuite la propagation du crime.

Première difficulté : l'analyse s'effectue toujours après coup, en l'absence du sujet suicidaire. Ce, même si l'on dispose d'informations sur sa personne, son entourage et sur le groupe commanditaire ; parfois, l'on possède ses déclarations finales (même extravagantes). Défiant le sens commun et l'instinct de vie, l'acte suicidaire n'en exprime pas moins la réaction d'un être à un sentiment d'emprisonnement psychologique.



### **Identification de l'individu au groupe**

La stratégie ouverte des commanditaires vise à ébranler l'Etat pour le faire céder aux exigences terroristes ; mais l'acte suicidaire résulte d'un travail souterrain ciblant l'inconscient, grâce auquel les prêcheurs de la terreur pénètrent l'âme des novices crédules. Manipulant l'esprit d'un individu, ces prêcheurs amalgament le psychisme du candidat au suicide, au vécu collectif du groupe. Ce, en prétendant «libérer» l'individu, «sauver» son âme – en fait captive d'un discours criminogène.

Amalgamer la psychologie individuelle à celle du groupe permet seule de «fabriquer» la bombe humaine. Rappelons les énoncés de Durkheim relatifs aux suicides (individuels) qui traduisent, selon lui, «le relâchement (collectif) des liens sociaux, l'existence d'une sorte d'asthénie collective, de malaise social ; comme la tristesse individuelle devenue chronique traduit le mauvais état organique de l'individu». Alors apparaissent ces systèmes pseudo-religieux démontrant aux hommes que la vie n'a pas de sens. En réalité, dit Durkheim, ces systèmes ne font que symboliser, en un langage abstrait et sous une forme systématique, la misère physiologique du corps social»

Dans ces conditions, le suicide est une prise de position par rapport au groupe et à la société. Il dénonce la désorganisation liée à la misère individuelle et la détresse collective, comme déjà vu. Le candidat se sent psychologiquement cerné : on lui affirme alors que le salut de son âme ne viendra que de l'iné-

luctable explosion, qui servira la bonne cause. Un endoctrinement revenant à déifier le diabolique, par la béatification de la souffrance.

Réussir une opération suicide est un triple exploit pour le groupe, car à la fois :

- il impressionne ses propres «soldats»,
- marque l'opinion,
- tout en desserrant l'encerclement psychologique qu'il subit.

User d'une bombe humaine pour desserrer l'étau qui paralyse le groupe, tant psychologiquement que spatialement, est une prouesse de la psychologie de la terreur, opérée par des commanditaires experts ès-manipulation. Ici, le mot étau se rapporte tant à la situation réelle du groupe qu'à l'état psychologique du candidat au suicide. Desserrer l'étau est d'emblée l'objectif premier du groupe, pour échapper à la pression, à l'encerclement, à l'écrasement.

### **Psychologie du candidat au suicide**

Le candidat au suicide se repère par sa visible fascination pour les prêcheurs de la terreur. Il est ensuite endoctriné, grâce à un verbiage hétéroclite, mais semblant cependant homogène, car le sujet y est tout du long, l'élu céleste d'une mission divine. Autour du sentiment d'injustice qu'il ressent, s'agrège une masse dont les ingrédients, combinés et orchestrés, vont transformer le sujet en une bombe humaine. Mais qu'entend-on par «masse» et «ingrédients» ? La «masse» est l'ensemble des éléments matériels et psycho-

logiques accumulés par le sujet dans son esprit, sa vie durant, jusqu'à sa décision de rejoindre le groupe – acte qui n'est pas en rupture avec sa vie antérieure, mais la prolonge. Divers discours et pratiques (les « ingrédients ») mettent ensuite le sujet, inconscient de cela, à la merci de commanditaires. Désormais, dans son imaginaire ce commanditaire devient psychiquement l'autorité réelle : voici ce sujet au service de la horde criminelle.

### ***L'attentat suicide, démarche psychologique***

Retour à l'« attentat-suicide ». Pour comprendre le sens d'un tel acte, écoutons des témoins directs ; tentons d'imaginer l'événement. L'attentat-suicide évoque les mots-clés éclater, faire éclater ; précisément se faire éclater, surprendre, détruire en se détruisant ; frapper spectaculairement son environnement, défier, étonner, provoquer dans les esprits mille questions. L'idée cruciale demeurant « se faire éclater en faisant éclater un environnement ». Voici ce qui émerge d'abord à l'esprit, quand on imagine l'attentat suicide. En pensée et dans les limites de la raison, accompagnons le suicidaire dans sa tentative, pour deviner ses pensées dans les instants précédant l'acte. Qu'espère-t-il ? Quelle irrésistible force psychique le pousse à se faire exploser ? Et pourrions-nous éprouver la même disposition d'esprit ? (c'est toute la question).

Pour le suicidaire, l'acte envisagé et exécuté fait éclater une vérité ; il défie toutes les rè-

gles morales, éthiques et surtout psychologiques ; il dénoue brutalement les solides liens de la pulsion de vie. Il révèle sa vérité originale, même pour la famille virtuelle ou le groupe, qui pourtant remplacent symboliquement la vraie famille. Car malgré la proximité, chaque élément du groupe a sa propre histoire.

Evoquant les individus qui rejoignent Daech, Olivier Roy estime qu'ils « sont déjà entrés en dissidence et cherchent une cause, un label, un grand récit pour y apposer la signature sanglante de leur révolte personnelle ». Il ajoute « en rupture avec leur famille, les « djihadistes » sont aussi en marge de la communauté musulmane : ils n'ont presque jamais un passé de piété et de pratique religieuse ; au contraire la violence à laquelle ils adhèrent est moderne. Ils tuent comme les tueurs de masse le font en Amérique ou Breivik en Norvège, froidement et tranquillement. En Syrie ils ne font que la guerre : aucun ne s'intègre ou ne s'intéresse à la société civile. Ils n'ont aucune intégration dans les sociétés musulmanes qu'ils prétendent défendre. »<sup>57</sup> Leur adhésion se fait au salafisme, « islam particulier », rejetant l'idée de culture, où l'on se construit tout seul.

Ceci étant, le choix de cet ultime recours, renvoie à la situation avant l'acte d'un suicidaire dont l'objectif réel et symbolique est de desserrer l'étau psychologique. Situation qui, dans son esprit, exclut toute expression conventionnelle. Pour comprendre la situation du sujet avant l'acte, comparons deux formes de suicide.

### **Suicide « ordinaire » et attentat-suicide**

L'attentat suicide se conçoit d'usage selon les grilles interprétatives de la psychologie du suicidaire : dans les deux cas, l'auteur use de sa personne, de sa vie, pour tenter d'exprimer un état émotionnel complexe. L'acte est ainsi élevé au rang de langage, du moins à celui d'expression symbolique. Le suicidaire veut témoigner, faire éclater une vérité sinon indicible sur sa propre personne. Exemple : « je n'accepte pas cela, même si je ne peux le repousser ! Tu ne m'auras pas, malgré ta puissance ! »

Ce message s'adresse à un proche comme le père, réel ou symbolique : à la famille, aux amis ; à la société, processus psychologique de transposition par projection. L'image du pouvoir, de l'Etat, devient-elle ainsi la cible, le transfert des sentiments agressifs venant de la similitude entre pouvoir réel ou symbolique. L'acte suicidaire assure donc une fonction psychologique, « ordalique », réparatrice, punitive (l'autre ou soi-même) ou vindicative.

La masse criminogène suggère au candidat-suicidaire que l'unique issue, ou échappatoire, est pour lui le suicide, l'indicible qu'on veut sauver est souvent lié au couple dignité-humiliation. Car même la culpabilité, puissant moteur des processus de dépréciation de soi, comprend la dignité qui y agit comme processus réparateur.

Agir sur l'environnement en attendant à sa propre vie : voilà comment « l'Etre », dans ses divers attributs et manifestations, s'impose

aux valeurs usuelles, sociales et morales. « Etre » ne signifie pas seulement vivre au sens biologique ; se faire exploser exprime aussi cet « Etre » : façon d'exister au-delà de la raison dominante et en la défiant. Le candidat à l'attentat-suicide n'est pas un désespéré, mais à l'inverse un joueur tragique, mû par la conviction que son sacrifice meurtrier renforcera sa cause.

### **Différences entre les deux formes de suicide**

Le suicide criminel, ou « attentat-suicide » car d'autres en sont victimes, diffère par nombre d'aspects du suicide inoffensif pour autrui. Dans l'attentat-suicide, le candidat subit par endoctrinement des pressions externes, renforçant la tendance suicidaire préexistante et facilitant le passage à l'acte. Physiquement inoffensif pour l'autre, le suicidaire solitaire vise l'offense psychologique. Si pression il y a, elle est d'ordre inconscient et provient de l'âme du suicidaire ; même si pour lui, cela résulte de l'autre ou des autres.

La destruction de soi pour se fondre dans l'univers est symbolique du suicide inoffensif ; dans l'attentat-suicide, la notion de destruction est en revanche patente, ostentatoire et matérialisée par une explosion réelle : il s'agit ici d'anéantir l'environnement, de fusionner avec l'autre dans l'explosion, d'embrasser l'existence par l'action violente. Or si ce phénomène outrepassa les schémas simplistes et théories sur la pathologie, il n'est pas non plus réductible à quelque théorie nihiliste. Le concept de « nirvana », la recherche

de l'absolue quiétude omettant dans ce cas certains aspects liés à la fonction du langage.

Revenir sans à-priori aux aspects saillants du phénomène, comme la phénoménologie l'enseigne, montre que l'« attentat-suicide » n'est pas un détachement, un désintérêt des aspects positifs de la vie. Loin de la démission, l'attentat-suicide participe activement au persistant statut de l'« être là » ; il affirme son pouvoir sans autorisation de quiconque, quel que soit sa puissance ou son rôle, père, Etat et tout ce qui symbolise l'autorité.

Advenant souvent dans le suicide ordinaire, le ratage est exclu pour le candidat déterminé à l'attentat-suicide. Quand le suicide banal vise à exposer une détresse psychologique, le ratage est parfois programmé, consciemment ou non, par le sujet. Mais pour le suicidaire-terroriste, le vrai suicide est le ratage. Car il ne vit pas son action comme un suicide : il espère une vie meilleure et la mort n'est pour lui qu'un préliminaire. Le conditionnement psychique est tel que le candidat vit déjà dans l'au-delà. Le ratage détruit cet état d'âme et rend toute réitération inimaginable.

## Données opérationnelles

### ***L'attentat suicide : stratégie globale, message personnel***

Comme déjà vu, la personnalité du candidat au suicide se fond au groupe, par identification ou projection. Toutefois, cette fusion n'a

paradoxalement pas le même sens pour ce candidat et pour ses commanditaires, même si le discours et les justifications sont d'apparence identique. Le message du candidat s'adresse à une microsociété : famille, quartier. Celui des commanditaires vise en revanche l'opinion nationale et internationale et aussi leurs propres troupes.

Le contenu des messages peut être cependant similaire, quoique adressé à des milieux différents : « vous ne pouviez pas imaginer de quoi je suis capable » ; sauf que pour le suicidaire, « je suis » se conjugue au présent et pour les commanditaires, au présent et au futur. Le suicidaire est ainsi l'outil d'une démarche globale. Le commanditaire culpabilise l'adversaire par la mort des autres : « de par ta faute, il y a encore des morts », les messages de certaines actions ciblées devant être ainsi explicités en analysant le contexte de leur survénance et de leur localisation et succession dans le temps et dans l'espace.

### ***L'attentat, outil de communication***

Les commanditaires surveillent les discours officiels qu'un acte spectaculaire peut contredire, même au prix de la mort du suicidaire ou d'autres innocents. La communication étant part intégrante de la guerre, attention cependant aux propos tenus publiquement sur le terrorisme, pouvant paraître une provocation et provoquer une riposte brutale :

- «Ce sont des fous»,
- «Ce sont des adolescents endoctrinés par des adultes»,

- «C'est un résidu du terrorisme»

Il est également risqué de ne pas nommer une entité terroriste du nom qu'elle se donne elle-même. Les terroristes considèrent ainsi que riposter aux propos officiels par un attentat le discrédite mieux que mille discours. Ces « attentats-discours » exposent les « failles » du récit officiel et renforcent la crédibilité des commanditaires aux yeux de leurs séides comme de leurs potentielles recrues.

En général les discours officiels post-attentats s'adressent, non aux criminels, mais à l'opinion publique et manquent souvent de messages adressés aux islamistes hésitants. Après un attentat suicide, affirmer que « les terroristes utilisent tous les subterfuges et moyens pour commettre leurs méfaits », ou plutôt qu'ils manipulent des adolescents endoctrinés est tout différent. D'un côté, les parents savent devoir s'inquiéter pour leurs enfants ; de l'autre, les commanditaires doivent nier pour rassurer leurs troupes. Exemple : un adolescent de 16 ans se fait exploser devant une caserne puis, quelques temps après, attentat-suicide d'un sexagénaire devant le siège de l'ONU (à Alger). Stratégie gagnante pour les terroristes qui d'un coup, rassurent leurs troupes et discréditent le discours officiel.

### **Candidat : le choix n'est pas fortuit**

Les discours simplistes des commanditaires attirent à eux des candidats au suicide très variés, quoique tous d'une certaine apathie

intellectuelle. Ces prestataires d'attentats-suicide jouent donc sur divers profils pour contrer la propagande officielle – et renforcer la leur. Quand, après les attentats du 11 septembre, le président des Etats-Unis traite les «Kamikazes» de fous ou de détraqués ; quand leur milieu social est dit propice à une telle criminalité ; quand on critique leur instruction ou leur âge, on use donc d'une stratégie de communication peu pertinente.

Car les prestataires d'attentats-suicide choisissent souvent le lieu de l'attentat, l'âge du «kamikaze», son sexe, son appartenance sociale ou son niveau d'instruction pour prendre à contre-pied des officiels devant expliquer à chaud un phénomène aussi complexe. Dans l'avenir, le choix d'une femme pour commettre un tel attentat est ainsi plausible, s'il sert la stratégie de communication des terroristes.

### **Contempler la scène de crime, l'irrésistible besoin**

Filmer les lieux, s'y rendre avant ou après l'acte est une constante. Même si une reconnaissance des lieux s'impose, visiter le décor de l'attentat-suicide trahit un besoin inconscient : donnée utile aux enquêteurs. La présence *in situ* du suicidaire ou d'un complice est quasi-certaine, avant ou après. Ainsi, le commanditaire des attentats parisiens du 13 novembre 2015 revient au Bataclan à l'heure même où les policiers investissent le bâtiment.

Cela car dans la foule, voire parmi les secouristes, une présence est nécessaire après l'attentat pour écouter les commentaires à chaud. Chez les terroristes, contempler la désolation et l'horreur est ainsi un objectif important.

### ***Les commanditaires, producteurs de bombes humaines***

Psychologiquement, l'endoctrinement doit stimuler les desseins inconscients d'un candidat choisi pour sa soumission au groupe et au chef – ce qu'on appelle l'orphelinat symbolique. Par son charisme, le chef acquiert une totale ascendance sur un candidat, parfois spontanément venu proposer ses services. En dette matérielle et surtout morale, le candidat au suicide finit par ne plus entendre que ce discours toujours accusateur de l'Autre.

Terrifiante figure du père archaïque, le chef charismatique célèbre les rituels funèbres des héros ; il entretient la mémoire des martyrs, assurant ainsi la reproduction du stock de futurs suicidaires. Mais ce charisme ne suffit cependant pas à transformer un homme en engin meurtrier, en outil d'un dispositif criminel global. Connaissant bien les procédés d'endoctrinement et les pulsions primaires de l'âme humaine, les prêcheurs salafistes s'en servent froidement pour produire des bombes humaines. Voyons quels composants du psychisme vont servir dans cette entreprise.

### ***Utopie du terrorisme et tendance suicidaire des terroristes***

La tendance suicidaire des terroristes est une composante cruciale de leur psychologie. D'usage refoulée, cette tendance resurgit quand l'individu rejoint un groupe terroriste. Comptant sur la violence antisociale pour résoudre ses conflits psychiques intérieurs, donc livré à sa pulsion de mort, ce « radicalisé » est vite happé par cette violence même qui à la fin, le tuera. Ce mécanisme psychique complexe caractérise la psychologie terroriste.

Même borné, ce terroriste voit que la société dispose de moyens de défense très supérieurs aux siens. Avant qu'il ne frappe, l'idée du martyr émerge ainsi à son esprit et nul discours ou plaidoyer ne contredira plus sa certitude de l'issue tragique – fatalisme recherché, voire convoité. Le consentement intime à mourir enclenche ainsi l'adhésion au projet de la terreur. Fatalisme et politique de la terre brûlée définissent ainsi les pratiques terroristes.

Mais une fois positif, l'attrait mystique de la mort ne bloque plus les tentations ; au contraire, la crainte de souffrir cède au plaisir sadomasochiste d'infliger aux autres une douleur identifiée à celle de la victime ; en attendant son inévitable mort ou capture. A tout instant, le terroriste peut périr dans l'action : la mort est donc glorifiée pour encourager l'hésitant ; elle le délivre de l'angoisse existentielle et des maux d'une vie vécue comme un étai. Cet usage des tendances sui-

cidaires est aussi pratiqué dans diverses sectes<sup>58</sup>.

Hors les discours mortifères-anesthésiants visant à rendre la mort désirable, les noms que se donnent des unités, ou «phalanges», des groupes terroristes algériens sont éloquentes : Phalange de la mort, Phalange des martyrs, etc. Les terroristes adressent aussi une prière d'adieu à l'âme du volontaire partant en mission suicidaire. Ils célèbrent à cette occasion une vraie cérémonie funéraire avec ses rituels, comme lors d'un enterrement réel.

Publiée en Angleterre par des comparses du GIA, la revue *La clairvoyance* « El Tabsira », contient (N° 203) un message adressé aux terroristes algériens que la mort inquiète : « Le meilleur médicament que nous pourrions te prescrire, cher frère, est de songer à la fin de ta vie, inévitable vérité qui supprime tout état d'âme, l'orgueil et la fierté. Interrogé sur la subtilité des croyants, le Prophète répondit que le croyant le plus ingénieux est celui qui a toujours la mort à l'esprit, qui est le mieux préparé à affronter l'au-delà. »

Pulsion de mort, vertige de l'anéantissement, nirvana : convertir la peur de la mort en convoitise de l'anéantissement prémunit les terroristes contre l'angoisse et l'hésitation. Qui admet qu'une même énergie psychique anime l'amour et la haine et s'abstient de tout jugement moral, voit que l'attentat-suicide par explosif relève d'un rapport fusionnel avec l'autre. Ici opère le mécanisme psychique par lequel la peur de la mort et de

la douleur mute en désir spectaculaire de se fondre dans l'univers, par un fatal éclatement.

La douleur et la mort deviennent désirables par stimulation de l'envie, latente chez tout être humain, de sortir de l'angoisse existentielle. La force du mal est manipulée pour renverser tous les obstacles moraux. De tradition ancienne, la banalisation de la douleur et la glorification de la mort deviennent ainsi les terribles armes des terroristes d'aujourd'hui. Devant la mortification de leurs corps et de ceux des victimes, les terroristes usent du mysticisme pour susciter le dédain, voire le désir, de la mort. Souvent extraits de leur cadre original, des versets coraniques servent à persuader les hésitants. Une vie meilleure est promise aux martyrs de la guerre sainte faite aux mécréants.

L'histoire du terrorisme nous enseigne que partout et toujours, l'anesthésie des consciences suit un tel procédé. Fascistes ou Russes, les terroristes étaient convaincus, eux et leurs familles, de mourir pour la « Sainte » cause<sup>59</sup>. Pareil pour les terroristes japonais, indiens et arabes. Le martyr gagnant la vie éternelle illumine aussi l'histoire du terrorisme irlandais, de ses débuts à nos jours. Plus loin dans l'histoire, Flavius Josèphe dépeignait la foi religieuse, la vision de la mort des Zélotes comme vénérées et joyeuses. Les Thugs avaient la même attirance pour la mort. Pour tous, le dédain de la mort renforce la lutte.

Qu'elles émanent d'une religion ou d'une philosophie nihiliste, ces exaltations de la mort doivent cependant, si elles veulent attirer, rencontrer la pulsion de mort et les tendances suicidaires d'un homme. Un texte du GIA signé du chef terroriste D. Zitouni explique les défaites des musulmans par la haine de la mort et l'attachement à la vie. Il cite un pseudo-dire du Prophète (Hadith): « Si vous détestez la mort et vous accrochez à la vie, Dieu vous affaiblira vis à vis de votre adversaire malgré votre puissance ». Pour enjoliver l'idée de la mort et susciter la pulsion de destruction, ces écrits soulignent les versets coraniques et dires du Prophète évoquant le paradis et la vie éternelle, où tous les plaisirs sont permis. La mort devient ainsi objet de convoitise et de jouissance pour les terroristes.

De telles citations abondent dans les discours des prêcheurs de la mort, où le statut de martyr va à ceux qui meurent au combat. Mort conçue comme la voûte céleste donnant accès à une vie meilleure, mais lavant aussi tous les péchés commis par l'individu dans sa vie. Enfin si l'endoctrinement est bien l'un des plus dangereux rouages du mécanisme ci-dessus dépeint, il est à lui seul isolé et inoffensif. Sans effet sur les âmes à l'abri de la masse<sup>60</sup> explosive, l'endoctrinement joue seulement un rôle de détonateur.

## Conclusion

L'expérience et l'étude nous poussent à formuler quelques recommandations – en sou-

lignant cependant les limites de nos recherches, du fait de l'aspect récent du phénomène et des difficultés d'approche des sujets ci-dessus présentés.

*[Nous mentionnons ici les recommandations d'ordre général, en passant celles qui concernent l'Algérie]*

- Impliquer d'avantage l'administration pénitentiaire dans la lutte antiterroriste pour la détection des vrais repentis ou des irréductibles,
- Impliquer l'école, vecteur essentiel pour transmettre une culture de paix et prévenir l'endoctrinement.
- La lutte antiterroriste n'étant pas l'apanage des seuls services de sécurité, et les nouvelles formes de terrorisme se montrant virulentes, il faut impérieusement susciter un centre d'étude des aspects psychologiques et culturels du terrorisme, comptant des spécialistes de divers horizons. Ses avis motivés et étayés iraient aux décideurs qui les intégreraient à une stratégie globale antiterroriste.
- Les aspects psychologiques et culturels du terrorisme doivent être pris en compte par les spécialistes et aussi les officiels : la seule lutte militaire ne suffit pas. -La naissance du phénomène « Fatwa-natique » ou « Cloud » des fatwa, est un défi pour la communauté internationale. Désormais, les frontières culturelles, psychologiques et de civilisation sont perméables aux « idéaux » extrémistes. Le « Cloud » pénètre les foyers des croyants et non-croyants, les familles conservatrices de toute obéissance, les écoles, les entreprises – même les rouages



des Etats. Développer des technologies d'autodéfense, informatiques surtout, est désormais une urgence.

- La stratégie des médias et des politiques nécessite une approche commune du phénomène, basée sur des concepts sûrs et sans amalgames. Un spécialiste averti saisirait mal par exemple l'unanimité presque officielle, avec laquelle des terroristes sont qualifiés de djihadistes. Même des magistrats usent de ce qualificatif, qui dans son sens original, désigne les combattants légitimes. Ce qui, pour les terroristes, est une explicite reconnaissance de la justesse de leurs méfaits.

Cela rajoute également de l'eau au moulin de certains détracteurs, pour qui les occidentaux utilisent sciemment ce vocabulaire pour paraître lutter contre des armées islamistes et non contre des groupes terroristes, en référence aux croisades.

### ***Enfin : faut-il dialoguer avec les terroristes ?***

Même indirectement, il est éprouvant d'avoir à dialoguer avec des criminels, car cela offense le sens moral et éthique, surtout de qui tient son pouvoir de la loi. L'aversion grandit encore si le criminel vise l'Etat de droit, qu'il veut remplacer par un système fanatisé et dictatorial. Ce bien sûr si «dialogue» est compris comme concession, renversement (même symbolique) des rôles. Car «dialogue» peut signifier aussi habile riposte, messages adressés aux otages psychologiques des terroristes, ou visant à protéger de poten-

tielles victimes. De telles pratiques devraient fonder une communication à effet neutralisant, ciblant moins l'opinion que les criminels eux mêmes, puisque la communication fait partie intégrante de la lutte.

Une telle communication s'entendrait moins comme négociation que comme riposte symbolique à la terreur. Si parfois, l'indifférence visant à minimiser l'adversaire ou le ridiculiser s'admet comme stratégie dans la communication de guerre, n'oublions pas qu'en psychologie individuelle, l'indifférence pousse se faire entendre par tous moyens, incluant les plus explosifs. L'indifférence face à la terreur risque ainsi d'aggraver l'endoctrinement. Soulignons aussi qu'un mécanisme d'identification rencontrant l'indifférence, renvoie au candidat-suicidaire l'image négative du père tyrannique ou autre symbole de l'autorité. Or souvent, la froideur affective explique la vulnérabilité psychologique de l'individu faible fasciné par les commanditaires.

Ainsi, l'intervention officielle après un attentat est lourde de conséquences pour l'avenir. Aux aguets, ces commanditaires songent en effet déjà à la riposte qui fragilisera la crédibilité des officiels et useront à cette fin de tous les moyens dont ils disposent. Car pour marquer les esprits et contrer le discours officiel initial, la riposte terroriste doit être rapide. Voilà donc, pour conclure cette étude, une importante donnée opérationnelle, héritage d'un vécu dramatique mais instructif.

## Notes

<sup>1</sup> *Salafisme* : ancêtre, plus le suffixe «isme». Tradition musulmane prônant de suivre les compagnons du Prophète, ceux qui l'ont côtoyé ou lui ont succédé, pour préserver les traditions les plus pures. Toutefois, l'interprétation que donnent les terroristes de ce concept se limite à son aspect guerrier et a été falsifiée pour justifier la privatisation de l'Islam et usurper le pouvoir de décréter des fatwa criminelles.

<sup>2</sup> La masse est ici entendue dans son sens scientifique d'amas ou agrégat, non pas de foule.

<sup>3</sup> «Permissif», non dans le sens usuel de laxiste, mais de permission faite au fidèle d'échapper au supposé carcan des quatre écoles juridiques sunnites.

<sup>4</sup> Concept désignant l'effort intellectuel pour interpréter certains versets du Coran, fourni par les savants de l'Islam, théologiens aux compétences reconnues. La vulgarisation de ce concept est à l'origine des maux dont souffrent les musulmans.

<sup>5</sup> Souvent assimilé à la notion de combat, ce concept a connu diverses acceptions dans l'histoire. Son étymologie renvoie à l'effort physique ou psychologique ; à la performance qu'une personne fournit, passivement ou activement, pour rétablir l'équilibre d'une situation donnée, ou en atteindre une meilleure. Le djihad vise aussi à enseigner à ses proches ou adversaires les vertus du sacrifice, de l'ascétisme et de l'altruisme. Le djihad peut être mené sur soi-même, pour discipliner son corps et esprit par des épreuves d'effort, dans l'espoir d'acquiescer de la pureté ou de résistance, en vue de moments difficiles. Les notions de sacrifice et d'ascétisme sont immanentes au djihad, sans renvoyer à la guerre ou au combat physique. La notion de destruction est totalement étrangère à celle de djihad.

<sup>6</sup> Les quatre maîtres des écoles qui portent leurs noms.

<sup>7</sup> «Réformiste» n'a pas ici son sens politique mais religieux ; il désigne ceux qui veulent revenir à l'origine de la religion pour la purifier.

<sup>8</sup> Gustave Le Bon, *Psychologie des foules*, éd. PUF.1998, p26.

<sup>9</sup> Front Islamiste du Salut, parti extrémiste ayant versé dans le terrorisme avant et après sa légalisation, officiellement dissous par les autorités en mars 1992.

<sup>10</sup> Les Frères musulmans syriens ont subi une répression sans précédent dans la ville de Hama, ou des centaines d'islamistes insurgés ont trouvé la mort.

<sup>11</sup> L'allusion vise ici l'alliance de l'Égypte avec l'URSS à l'époque de Khrouchtchev, devenu l'ami de D. Abdel Nasser dans un contexte de guerre froide entre les deux grandes puissances de l'époque.

<sup>12</sup> Pour les philosophes arabes la démonstration, par le syllogisme, la dialectique ou l'art oratoire, sont les principaux moyens intellectuels pour l'interprétation de toute chose y compris la loi divine dans sa partie ouverte.

<sup>13</sup> Jouissant d'une renommée universelle, les deux premiers, pionniers du rationalisme islamique, ont puissamment influencé la philosophie européenne et juive. Combinant l'enseignement du Coran au syllogisme et à la logique helléniques, Averroès démontre que l'Islam ne contredit pas les méthodes démonstratives, oratoires ou dialectiques des philosophes grecs. Il a œuvré toute sa vie à démontrer que l'enseignement divin approuve et recommande l'usage de la raison et les méthodes démonstratives. Loin d'être manichéen, l'Islam, dit ce philosophe, encourage le recours aux ancêtres. Le mot ancêtre renvoyant aux hommes de sciences de diverses nationalités et époques. Maïmonide dont les éloges à Averroès sont connus, pousse ses successeurs à notamment traduire en hébreu les œuvres de ce dernier.

<sup>14</sup> *Ames criminelles* est le titre d'un ouvrage d'Etienne De Greeff, éd. Casterman. 1949.

<sup>15</sup> Expression souvent utilisée par le psychiatre et criminologue Belge Etienne De Greeff.

<sup>16</sup> Cette hypothèse, envisagée plus loin, a été développée par A. Aichhorn. Dans « Jeunesse à l'abandon ».

<sup>17</sup> Voir à ce sujet «La symbolique de l'acte criminel», Farid Bencheikh, éd, L'Harmattan,1998.

<sup>18</sup> Henri V.Diks, *les meurtres collectifs*, P15, Calmann-Levy. 1973.

<sup>19</sup> le fait de jeter l'anathème sur quelqu'un, l'apostasier ou l'excommunier.

<sup>20</sup> Marwane Hadid est arrêté et exécuté en 1976.

<sup>21</sup> Nous pouvons lire ces condamnations dans les numéros 10, 12 et 13 El Djamaa, document subversif édité par le GIA à partir de 1995.

- <sup>22</sup> Ce qualificatif qui veut dire «algérienistes» ceux qui ont voulu nationaliser la cause islamiste en optant pour un réformisme à l'algérienne et d'abord en Algérie, a vu le jour au début des années 80 quand la mouvance islamiste a commencé à apparaître au sein de la Fac d'Alger.
- <sup>23</sup> Dans une interview accordée à la revue *confluent* en 1964, cité par F.Burgat, dans *l'Islamisme au Maghreb*, p150.
- <sup>24</sup> Ecole de théologie islamique située en Tunisie à l'image d'El Azhar de l'Egypte.
- <sup>25</sup> Une secte qui a vécu au V<sup>e</sup> siècle de notre ère en Perse et qui prônait le libertinage, qui était à l'origine des révoltes incessantes.
- <sup>26</sup> Parmi eux, Ali Belhadj, Abdelkader Chebouti, Mansouri Méliani et Azzedine Bâa.
- <sup>27</sup> Le FIS a fait l'objet d'une multitude d'ouvrages écrits par des nationaux et des étrangers, aisément trouvable, et disponibles.
- <sup>28</sup> Faisant allusion à leur participation aux élections.
- <sup>29</sup> Deux lettres écrites en détention, publiées dans la presse grâce à son avocat et à son frère.
- <sup>30</sup> Parmi eux Azzedine Bâa, Mansouri Méliani et Abdel Kader Chebouti
- <sup>31</sup> A. Merrani, « La fitna », à compte d'auteur, Alger 1999.
- <sup>32</sup> Nous retrouverons les chefs du SIT à la tête des pires organisations terroristes : Said Makhloufi, Cherati Yekhlief, premier mufti à avoir légitimé par fatwa l'assassinat des policiers et leurs proches, Abdelrahim Hocine, auteur de l'attentat visant l'aéroport Houari Boumediene le 29 août 1992.
- <sup>33</sup> Voir le quotidien *Alger Républicain* du 23 et 30 janvier 1991.
- <sup>34</sup> Les Djazaristes de Mohamed Said, Said Makhloufi et Redjem Abdel Rezak ; les bouyalistes de Chebouti et Méliani, ceux se disant de l'Hidjra Wa Takfir chapeautés par Sediki Nouredine et le Dr Ahmed Bouamara, dit Ahmed le Pakistanais, les groupuscules de Bab El Oued et de la Mitidja en général dirigés par Achir Redouane ou par Mouh Leveilley ont tous, sauf un, formellement obéi aux ordres du FIS de ne pas passer à l'action avant le premier tour des élections de décembre 91.
- <sup>35</sup> Pendant l'émission d'El Djazira, citée plus haut.
- <sup>36</sup> A la limite du processus psychologique psychotique, ce système est omniprésent chez les groupes terroristes du monde, malgré la différence de leurs slogans.
- <sup>37</sup> Le mot déviant est utilisé ici au sens criminologique et n'englobe pas seulement les délinquants qui ont franchi le seuil toléré par la loi pénale, il concerne aussi les masses mécontentes qui se distinguent par leurs comportements moralement condamnables mais qu'on ne peut considérer comme des infractions.
- <sup>38</sup> Expression utilisée par les terroristes pour désigner la capacité du passage à l'acte violent dans le but de prouver la suprématie du savoir-faire criminel. Voir à ce sujet El Seif El Batta, l'épée tranchante, document produit par les émirs successifs du GIA, qui apparaît dans les numéros 10, 11 et 13 de leur revue *El Djamaâ*.
- <sup>39</sup> Zitouni légitime ainsi l'assassinat de Redjem Abdel Rezzak de Mohammed Said et de Said Makhloufi : ils voulaient prendre la tête du GIA considérant qu'à l'époque, sa direction était constituée d'ignorants. Redjem aurait conseillé à Zitouni d'aller apprendre l'arabe et la théologie chez Mohammed Said...
- <sup>40</sup> Porte parole du FIS et chargé de la communication.
- <sup>41</sup> Un terme emprunté à Thomas Hobbes et qui reflète la situation dans laquelle vivaient les groupes terroristes, ou tout le monde avait droit sur tout le monde et sur toute chose.
- <sup>42</sup> Ces propos explicites du terroriste Abou El Moundhir, figurent dans la revue *El djamaâ* n° 13 op.cit
- <sup>43</sup> Affirmations figurant dans la revue *El Djamaâ*, op.cit
- <sup>44</sup> Ceux qui se sont écartés de la tradition du Prophète après sa mort sont demeurés musulmans, mais selon certains conformistes, ont adopté des pratiques différentes.
- <sup>45</sup> Un terroriste recruté dans le groupe pour jouer le rôle de mufti officiel.
- <sup>46</sup> Ce raisonnement terroriste est omniprésent chez les groupes du GIA, il en constitue l'essence du processus de légitimation des actes barbares, ce chapitre a été retranscrit intégralement comme il a figuré dans leurs revues subversives et les document de propagande servant à endoctriner les éléments de la secte, tel qu'il a été rapporté dans l'intervention de Zerouk A. lors du colloque d'Alger sus-cité.
- <sup>47</sup> Des expéditions punitives ont été menées durant la période de la légalité du FIS et se sont prolongées jusqu'à l'époque de Zitouni et Zouabri. Ce sont les fameuses milices d'éradication du mal et de prédication du bien, omniprésentes dans les milieux islamistes du monde entier.

<sup>48</sup> Ces arguments sont omniprésents dans le discours extrémiste des diverses sortes de terroristes. Ils ont été largement analysés, pour la première fois et notamment par les intervenants militaires, lors d'un colloque sur le terrorisme, organisé à Alger en Octobre 2002.

<sup>49</sup> Mêmes références, revues El Djamâa et colloque international, notamment l'intervention du colonel Ahmed Zerouk, Magistrat militaire op. cit.

<sup>50</sup> Fondé par Mohammed Said, Abdel Rezak Redjem, qui ont prêté allégeance au GIA à l'époque de Cherif Gousmi en 1994, et par le docteur Lamara Abdel Wahab, le groupe terroriste nommé FIDA, Front Islamique pour le Djihad Armé, agit dans une grande discrétion, contrairement au GIA.

<sup>51</sup> Il raconte lui-même cet épisode dans un communiqué intitulé « Justification de l'élimination des djazaaristes traîtres », publié dans la revue El Djemaa, op.cit.

<sup>52</sup> L'accord de la religion et de la philosophie. Ibn Roshd, Averroès p 48

<sup>53</sup> Ibid, p 19

<sup>54</sup> Le minbar est la tribune construite en bois, présente dans chaque mosquée à partir de laquelle l'Imam prononce son discours religieux.

<sup>55</sup> Thomas et Znaniéck, à l'occasion de leurs études sur les immigrants polonais en Amérique.

<sup>56</sup> La fatwa entendu ici dans son sens détourné et utilisée à des fins criminelles.

<sup>57</sup> Article publié dans le quotidien Le Monde, mardi 24 octobre 2015.

<sup>58</sup> Voir a ce sujet La Symbolique de l'acte criminel, une approche psychanalytique, Farid Bencheikh, éd l'Harmattan 1998.

<sup>59</sup> Bipan Chanda, op.cit.p.165.

<sup>60</sup> La masse est la plate-forme ou évolue l'être depuis sa naissance et même avant et est constituée d'un ensemble d'éléments psychologiques, sociaux, historiques, économiques et politiques dont la combinaison décide du caractère avenir de la personne.

# Sécurité Globale

## Bulletin d'abonnement ou de réabonnement

À retourner accompagné de votre règlement aux  
Éditions ESKA – 12, rue du Quatre-Septembre, 75002 PARIS  
Tél. : 01 42 86 55 65 – Fax : 01 42 60 45 35

<http://www.eska.fr>

M, Mme, Mlle \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Société/Institution \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Pays \_\_\_\_\_

Adresse électronique \_\_\_\_\_

### TARIFS D'ABONNEMENTS\*

	France particulier	France société/ institution	Etranger particulier	Etranger société/ institution
1 an (2017)	<input type="checkbox"/> 109 €	<input type="checkbox"/> 138 €	<input type="checkbox"/> 133 €	<input type="checkbox"/> 164 €
2 ans (2016 et 2017)	<input type="checkbox"/> 191 €	<input type="checkbox"/> 239 €	<input type="checkbox"/> 229 €	<input type="checkbox"/> 286 €

\* Abonnements souscrits à l'année civile (janvier à décembre).

Je souscris un abonnement pour  1 an  2 ans

Je joins mon règlement de \_\_\_\_\_ Euros

- par chèque bancaire à l'ordre des Éditions ESKA
- par virement bancaire aux Éditions ESKA – BNP Paris Champs Elysées 30004/00804/ compte : 00010139858 36
- par carte bancaire : merci d'indiquer votre numéro de compte et la date d'expiration

N° carte bancaire :  Visa  Eurocard/Mastercard

\_\_\_\_\_

Date d'expiration : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

### Derniers numéros parus

Sécurité globale 6 | 2016 (nouvelle série) : Le monde criminel à l'horizon 2025  
Sécurité globale 5 | 2016 (nouvelle série) : Dossier Stupéfiants  
Sécurité globale 3-4 | 2015 (nouvelle série) : Toujours plus cyber-menacés : les collectivités territoriales / « Police prédictive » : les belles histoires de l'Oncle Predpol  
Sécurité globale 2 | 2015 (nouvelle série) : Bandes, Braquages, Terreur  
Sécurité globale 1 | 2015 (nouvelle série) : Iran 2015 : Qui gouverne à Téhéran (et comment) ?  
Sécurité globale 25-26 | 2013 : La France face à ses ESSD  
Sécurité globale 24 | 2013 : Cyber : la guerre a commencé (2<sup>e</sup> partie)  
Sécurité globale 23 | 2013 : Cyber : la guerre a commencé (1<sup>re</sup> partie)  
Sécurité globale 22 | 2012 : La Suisse : nation militaire  
Sécurité globale 21 | 2012 : L'eau, enjeu de sécurité et de développement



ÉDITIONS ESKA

12 rue du Quatre-Septembre - 75002 Paris, France

Tél. : 01 42 86 55 65 | Fax : 01 42 60 45 35

<http://www.eska.fr>